



Ambassade d'Italie  
Institut Culturel Italien

# ENRICO MATTEI ET L'ALGERIE

pendant la Guerre de Libération Nationale

Alger, 7 décembre 2010

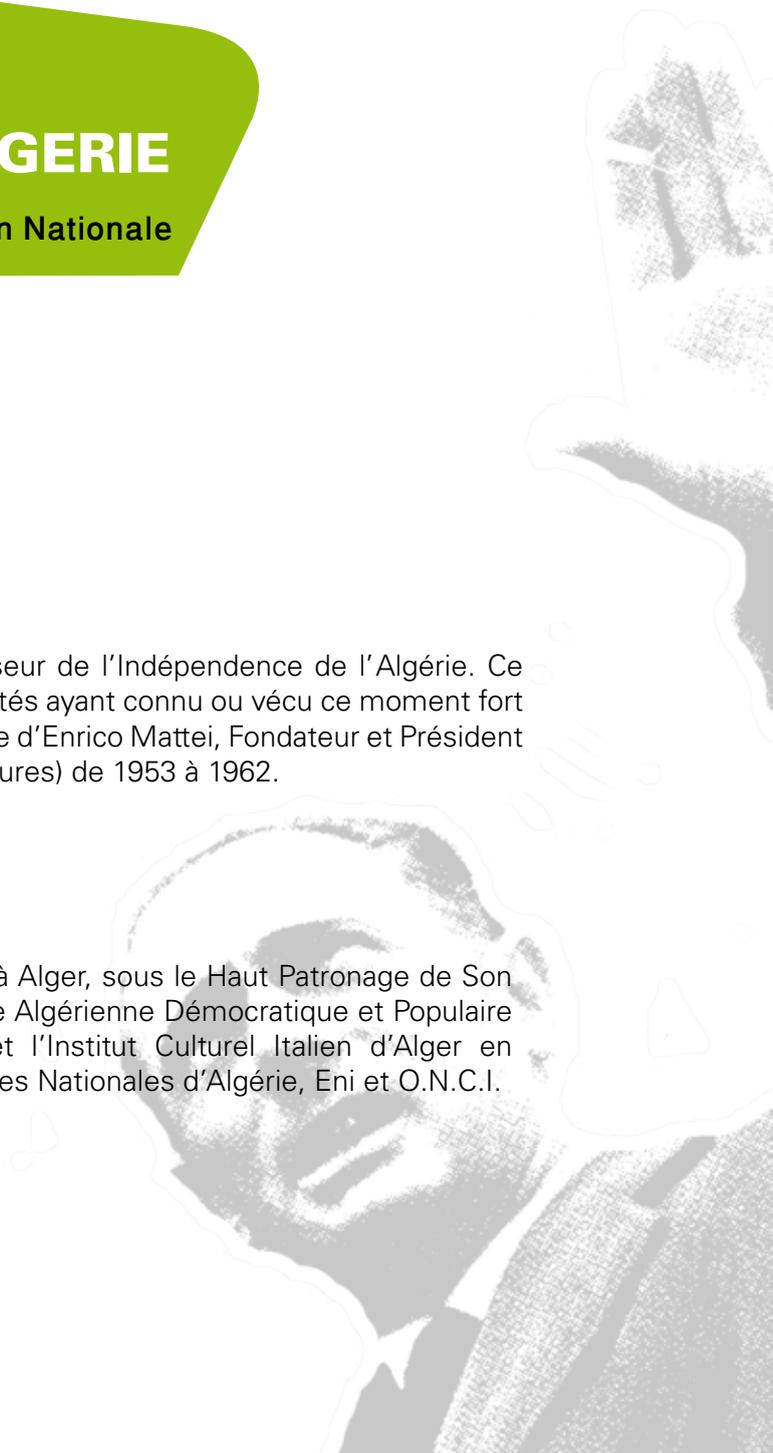


# ENRICO MATTEI ET L'ALGERIE

pendant la Guerre de Libération Nationale

Enrico Mattei de son vivant fut un fervent défenseur de l'Indépendance de l'Algérie. Ce colloque a recueilli les témoignages des personnalités ayant connu ou vécu ce moment fort des relations entre l'Algérie et l'Italie grâce à l'œuvre d'Enrico Mattei, Fondateur et Président de l'Eni (Société Nationale Italienne des Hydrocarbures) de 1953 à 1962.

**Actes du colloque** organisé le 7 décembre 2010 à Alger, sous le Haut Patronage de Son Excellence Monsieur le Président de la République Algérienne Démocratique et Populaire Abdelaziz Bouteflika, par l'Ambassade d'Italie et l'Institut Culturel Italien d'Alger en collaboration avec la Direction Générale des Archives Nationales d'Algérie, Eni et O.N.C.I.



«Quelques jours avant une visite d'amitié et de travail en Algérie, depuis peu indépendante pour laquelle il avait activement milité, le dirigeant du puissant secteur d'Etat des Hydrocarbures italiens, Enrico Mattei s'écrase dans son avion d'affaires personnel une minute avant son atterrissage à quelques kilomètres de Milan. C'était le 27 octobre 1962».

«Qui est Enrico Mattei ?» par Marcello Boldrini, Ancien Président Eni – Actes du colloque Italie-Algérie. Institut Culturel Italien, Alger, 1992

Qui était Enrico Mattei ?

«Mattei, né en Italie, à Acqualagna, dans la province de Pesaro en 1906, fut, après d'heureux débuts dans l'industrie en tant qu'entrepreneur, un militant dans la résistance italienne se révélant un homme courageux et un véritable meneur d'hommes.

Nommé commissaire pour la liquidation de l'AGIP (Azienda Generale Italiana Petroli) dans l'immédiat après-guerre, il réussit à convaincre le gouvernement de l'époque de renoncer à liquider l'entreprise pétrolière italienne et d'investir dans un cartel public, l'Eni, qui s'occuperait de garantir à l'Italie les approvisionnements en gaz et en pétrole dont elle avait besoin pour soutenir son envolée économique. La politique autonome de l'Eni s'est adressée surtout aux pays du Proche et du Moyen Orient et d'Afrique du Nord.

L'approche non colonialiste de Mattei envers les pays producteurs de pétrole, ses méthodes élémentaires et simples dans les négociations économiques ainsi que sa politique de formation professionnelle des équipes de techniciens ont déterminé le succès international de l'Eni. »

«Enrico Mattei au Proche et au Moyen Orient» par Filippo Ghera - 08/11/2010



# SOMMAIRE

## Avant-Propos

Maria Battaglia – Directeur Institut Culturel Italien d’Alger .....	8
--	---

## Présentation

Giampaolo Cantini - Ambassadeur d’Italie à Alger .....	11
---	----

## L’Italie et la cause de l’Indépendance algérienne .....

15

- **Le FLN et le réseau de solidarité en Europe Occidentale**  
*Me. Ali Haroun, Ancien Ministre des Droits  
de l’Homme, Ancien membre du Haut Comité  
d’Etat, Avocat agréé à la Cour Suprême .....* 16
- **Enrico Mattei et la Révolution Algérienne**  
*Dahou Ould Kablia, Ancien Collaborateur  
du Ministre Abdelhafid Boussouf et Président  
de l’Association des Anciens du M.A.L.G. ....* 18

## La stratégie de Mattei en Afrique du Nord et le soutien à la cause nationale algérienne. Contacts et rencontres ....

22

- **L’Italie et la guerre d’Algérie : le gouvernement,  
les partis, les forces sociales et l’Eni de Mattei**  
*Bruna Bagnato, Professeur d’histoire des Relations  
Internationales, Université de Florence .....* 23
- **La « Diplomatie Parallèle » de l’Eni et le rôle des  
«hommes de Mattei» dans les pays de l’Afrique du nord**  
*Lucia Nardi, Responsable  
Initiatives Culturelles Eni – Rome .....* 42

- **Les souvenirs d'un ancien « ambassadeur »  
envoyé spécial de Mattei pour les affaires  
pétrolières au Maghreb**  
*Interview à Mario Pirani, journaliste  
du quotidien « La Repubblica » et écrivain* ..... 49
- **Enrico Mattei et la Révolution Algérienne**  
*Ali Chérif Dérroua<sup>1</sup> – Officier de l'ALN<sup>2</sup> / MALG<sup>3</sup>* ..... 54
- **Témoignage**  
*Mohamed Khelladi - Ancien Directeur de la  
Documentation et Recherche du MALG/ALN* ..... 58
- Les ressources du Sahara algérien  
dans les négociations d'Evian** ..... 60
- **Les accords d'Evian**  
*Chikhi Abdelmadjid, Directeur Général  
des Archives Nationales d'Algérie* ..... 61
- **Les Ressources sahariennes aux négociations d'Evian**  
*Redha Malek, Ancien Chef du gouvernement, Porte-parole  
de la délégation algérienne aux négociations d'Evian* ..... 65
- L'héritage de la vision de Mattei** ..... 69
- **Un portrait d'Enrico Mattei :  
l'homme, le manager, l'entrepreneur**  
*Lucia Nardi, Responsable Initiatives  
Culturelles Eni - Rome* ..... 70

<sup>1</sup>Envoyé auprès de Nelson Mandela, Président de l'ANC (Afrique du Sud) et de Chissano, Président du F.R.E.L.I.M.O.

<sup>2</sup>Armée de Libération Nationale

<sup>3</sup>Ministère de l'Armement et des Liaisons Générales

## Avant-propos

*Maria Battaglia – Directeur Institut Culturel Italien d’Alger*

Cette publication rassemble les Actes du Colloque “Enrico Mattei et l’Algérie pendant la Guerre de Libération Nationale” qui s’est tenu le 7 décembre 2010 à la Salle de Commission de l’Hôtel El Aurassi, à Alger, et qui est consacré à la figure d’Enrico Mattei et au rôle central qu’il joua dans la guerre de libération algérienne. Organisé par l’Ambassade d’Italie en Algérie, en collaboration avec l’Institut Culturel Italien, la Direction Générale des Archives Nationales algériennes, l’Eni, la Cinémathèque Nationale de Rome et l’Office National Culture et Information, cet événement a obtenu le Haut Patronage du Président de la République Démocratique et Populaire Algérienne, Abdelaziz Bouteflika. La journée a été divisée en trois parties: le colloque; l’exposition consacrée à “l’Histoire d’Eni” et au “Soutien étranger à la Révolution algérienne: le cas italien” organisée par les Archives historiques d’Eni et les Archives Nationales Algériennes; la projection du film “L’Affaire Mattei” de Francesco Rosi à la salle El Mouggar. Les contributions et les témoignages des personnalités algériennes qui ont connu Mattei ou qui ont vécu cet important chapitre de l’histoire des rapports bilatéraux entre l’Italie et l’Algérie ont été fondamentaux pour mettre en exergue la personnalité et le rôle d’Enrico Mattei pendant la Guerre de Libération Nationale Algérienne de 1954 à 1962. Le colloque, moment clé de cette manifestation, avec la participation massive, comme conférenciers et au débat, de représentants de premier plan de la Révolution Algérienne ainsi que de témoins et conférenciers italiens et algériens, a été le fruit d’une opération importante menée par l’Ambassadeur d’Italie et le Directeur de l’Institut Culturel Italien, avec des contacts et des rencontres qui se sont succédés à plusieurs niveaux. Premier entre tous, le niveau institutionnel et politique, avec tous les principaux témoins de l’époque, à commencer par l’actuel Ministre de l’Intérieur Dahou Ould Kablia, Président de l’Association des Anciens du M.A.L.G. (Ministère de l’Armement et des Liaisons Générales), Rédha Malek, Membre et Porte-parole de la Délégation Algérienne aux négociations d’Evian et ancien Premier Ministre de 1993 à 1994, et Belaïd Abdessalam, Membre du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne (G.P.R.A.), ancien Ministre de l’Industrie et de l’Energie de 1965 à 1977 et Premier Ministre de 1992 à 1993, pour finir avec les anciens directeurs et officiers du MALG et de l’A.L.N. (Armée de Libération Nationale), parmi lesquels nous citons Mohamed Khelladi, Jafar Skenazen, Ali Chérif Dérroua, Abdelhamid Mehri, Abdelmadjidi Chikhi. Tous ces protagonistes de l’histoire de la Libération Nationale ont participé au colloque, en apportant une précieuse contribution. Du côté italien, il y a eu l’important témoignage de Mario Pirani, journaliste et écrivain, que Mattei lui-même, en 1961, avait nommé responsable d’une sorte d’Observatoire italien composé d’une équipe

de techniciens de l'Eni et envoyé sous couverture à Tunis pour prêter assistance au gouvernement algérien en exil, et pour l'aider à dessiner les scénarios énergétiques futurs de l'Algérie indépendante. Le témoignage de Pirani, recueilli par la soussignée sous forme d'interview filmée chez lui à Rome, a été diffusé pendant le colloque. C'est un document fondamental sur l'apport technique de Mattei et de son personnel en vue des négociations d'Evian.

Mario Pirani, en sa qualité d'"Ambassadeur de la République de Metanopoli" – c'est ainsi qu'on l'appelait alors – raconte ses rencontres et ses pourparlers avec les protagonistes politiques européens et maghrébins de l'époque. Parmi ceux-ci se distinguent, pour l'Algérie, les noms de Benyoucef Benkhedda, deuxième Président du G.P.R.A., et de Sid Ahmed Ghazali, membre du FLN et futur Ministre de l'Industrie et de l'Energie, que Pirani rencontra pour leur suggérer de créer une structure publique comme base de l'activité de production pétrolière, à mener en joint-venture avec d'autres compagnies. Le programme du colloque prévoyait quatre thèmes principaux: "L'Italie et la cause de l'Indépendance Algérienne"; "La stratégie de Mattei en Afrique du Nord et le soutien à la cause nationale algérienne. Contacts et rencontres"; "Les ressources du Sahara algérien dans les négociations d'Evian"; "L'héritage de la vision de Mattei". Dans le cadre de ces thèmes, les communications des invités italiens et algériens se sont alternées: nous citons celles de Bruna Bagnato, Professeur d'histoire des Relations Internationales à l'Université de Florence, de Lucia Nardi, Directeur des Relations Culturelles d'Eni à Rome, d'Abdelmajid Chikhi, Directeur Général des Archives Nationales Algériennes, d'Ali Chérif Dérroua, de Mohamed Khelladi.

L'Ambassadeur d'Italie, Giampaolo Cantini, a souligné, dans sa communication introductive, que cette manifestation veut écrire une page importante de l'histoire des deux Pays et d'un moment crucial des rapports internationaux, où Enrico Mattei, avec sa politique énergétique clairvoyante et innovante, mais aussi son soutien à la cause algérienne, a joué un rôle déterminant pour le futur de l'Algérie. Il a aussi situé le contexte historique en rappelant les mouvements de solidarité qui s'étaient formés en Italie grâce à la contribution de différentes personnalités, parmi lesquelles Giorgio La Pira, maire de Florence et organisateur des Colloques sur la Paix (auxquels un responsable historique du F.L.N., Ahmed Boumendjel, fut autorisé à participer, en 1958, comme représentant de l'Algérie révolutionnaire), Giovanni Pirelli, grand ami et traducteur de Frantz Fanon, fervent partisan de la décolonisation, et Giangiacomo Feltrinelli, éditeur qui publia les traductions d'ouvrages de dénonciation de la situation en Algérie.

Le Ministre de l'Intérieur, Dahou Ould Kablia, en sa qualité d'ancien collaborateur du Ministre Abdelhafid Boussouf et de l'actuel Président de l'Association des Anciens du

MALG, a affirmé que Mattei avait rencontré, aussi bien en Italie qu'en Suisse, les chefs les plus importants de la Révolution, comme Ferhat Abbas, Ahmed Francis, M'hammed Yazid, Mohamed Benyahia, Abdelhafid Boussouf. Ce dernier, qui avait compris les aspirations de Mattei et sa stratégie financière plus favorable aux pays producteurs de pétrole, avait intercédé auprès du Roi Libyen Idriss Senoussi pour qu'une concession pour la recherche et l'exploitation d'hydrocarbures lui fût accordée. Le Ministre a mis en exergue l'apport substantiel de Mattei à la préparation des négociations d'Evian pour ce qui est du "dossier" des hydrocarbures. Mis en contact avec les collaborateurs les plus étroits de Boussouf, à savoir Laroussi Khelifa, Redha Rahal et Mahmoud Hamra Krouha, Mattei, en effet, offrit toute son expérience et sa connaissance du secteur, et prodigua des conseils. Conseils qui inspirèrent les grandes lignes d'une stratégie de négociation plus favorable à l'Algérie pour l'exploitation des richesses pétrolières, au point de surprendre la partie française quand les Algériens présentèrent, lors des pourparlers, les six points fondamentaux de l'indépendance énergétique algérienne que la France du Général De Gaulle avait cherché par tous les moyens à nier, premier entre tous, la souveraineté totale de l'Etat algérien sur toutes les richesses minières du sol et du sous-sol.

Parmi tous les témoignages intéressants et les communications que nous avons écoutés pendant le colloque, nous signalons en particulier celle de Mohamed Khelladi, ancien ambassadeur et ancien Directeur de la Documentation et Recherche du MALG, qui affirme avoir personnellement rencontré Mattei à Milan et avoir eu accès à des documents des Archives Eni qui auraient aidé le futur GPRA lors des difficiles négociations avec les Français.

## Présentation

*Giampaolo Cantini - Ambassadeur d'Italie à Alger*

Je tiens tout d'abord à exprimer notre profonde gratitude à Son Excellence Monsieur le Président de la République, qui nous a honoré de la concession de son Haut Patronage. Ceci représente la plus éloquente démonstration, au plus haut niveau, de l'importance que l'Algérie attribue à la figure et à l'héritage d'Enrico Mattei.

Je crois pouvoir affirmer que Mattei représente pour les Algériens de tout âge un point de repère, une des figures désormais mythiques qui appartiennent à l'histoire de la construction de l'Algérie indépendante.

Et pourtant si le nom est célèbre, sa personnalité, sa vision, le contenu de ses relations avec les dirigeants de la révolution algérienne, sont en grande partie méconnus.

Nous avons donc voulu contribuer, à travers ce colloque, à combler un vide et à écrire une page importante de l'histoire algérienne contemporaine.

En faisant cela, nous avons essayé d'impliquer avant tout des personnalités algériennes et des témoins de l'époque, spécialement au sujet des contacts de Mattei avec des dirigeants et des militants du mouvement de libération nationale. Nous avons également demandé, dans la même perspective, le soutien et la collaboration du Centre National des Archives.

Nous sommes très reconnaissants à Eni à travers sa Direction des Relations Culturelles, d'avoir mis à disposition plusieurs documents filmés et d'avoir accepté d'entamer une collaboration avec le Centre National des Archives.

Dans cette perspective l'Ambassade et l'Institut Culturel Italien ont visé surtout à impliquer les personnalités et les sources algériennes. La partie italienne a mis à disposition le matériel de l'Eni, l'expertise de la Professeur Bagnato, le témoignage filmé de Mario Pirani, mais la ressource fondamentale de ce colloque reste algérienne.

La personnalité et le rôle de Mattei seront encadrés dans le contexte du réseau de sympathie et de solidarité avec la cause algérienne, qui s'épanouit progressivement en Europe occidentale à la fin des années 50.

En Italie, la compréhension et la sympathie pour la cause algérienne n'étaient nullement idéologique et dépassaient les clivages politiques. En faveur de l'Algérie indépendante s'exprimaient les partis et le syndicat de gauche, mais aussi une bonne partie du monde catholique démocrate, auquel appartenait Mattei lui-même.

Les partis démocratiques laïcs à leur tour – notamment le Parti Socialiste, le Parti Social Démocrate et le Parti Républicain – avaient constitué un «Comité Italien pour la paix en Algérie» à la fin de 1960, qui publia aussi dix numéros d'une revue dénommée simplement «Algeria».

Un rôle aussi important était joué par des journalistes renommés, à travers leurs reportages sur la guerre d'Algérie ainsi que sur le mouvement de solidarité qui se développait en Europe occidentale.

Parmi les exemples les plus extraordinaires de ce mouvement de solidarité et sympathie en Italie, je souhaite rappeler en particulier le rôle du maire de Florence, Giorgio La Pira, un intellectuel catholique qui organisait dans sa ville les Colloques sur la Paix, à l'occasion desquels, en 1958, 1960 et 1961, il souleva entre autres la question algérienne.

Des intellectuels étaient également très actifs à l'époque. Suffit-il de rappeler quelques noms: Giovanni Pirelli, grand ami et traducteur de Frantz Fanon; Giangiacomo Feltrinelli, qui publiait des traductions d'ouvrages de dénonciation de la situation en Algérie; et bien d'autres.

Quelles étaient les motivations profondes de cette attitude de plusieurs forces politiques, syndicales et intellectuelles? La réponse est axée essentiellement sur deux éléments: la mémoire, d'ailleurs très récente à l'époque, de la résistance – en tant que guerre de libération – en Italie de 1943 à 1945, et l'héritage du Risorgimento, en tant que mouvement pour l'unification et l'indépendance nationale. En effet l'Italie a souffert lourdement dans l'effort de reconquérir, après plus d'un millénaire, son unité et indépendance nationales. Trois guerres ont été combattues au cours de plusieurs décennies et même la Première Guerre Mondiale peut être considérée la quatrième guerre, qui coûta plus de 600.000 morts. L'Italie va célébrer en 2011 son 150<sup>ème</sup> anniversaire en tant que Nation Unie et indépendante.

Enrico Mattei était lui-même le symbole et la synthèse de tous ces éléments: démocrate de conviction politique, il avait été un dirigeant important de la Résistance au nazi fascisme, et comme chaque italien de sa génération, avait reçu une formation empreignée des valeurs du Risorgimento et de l'identité et unité nationales.

En se référant à son rapport avec la question algérienne, le colloque va mettre en exergue combien sa stratégie à la direction de l'Eni visait spécialement à la recherche des sources d'hydrocarbures au niveau international.

Cependant sa vision était avant tout politique. Une vision nouvelle, selon laquelle le processus d'indépendance des pays de l'Afrique aurait un impact profond sur les relations internationales. Mattei croyait en la nécessité pour l'Italie de développer une relation

plus étroite et équilibrée notamment avec les pays de l'Afrique méditerranéenne, en raison des liens historiques mais aussi de la complémentarité des économies. Cette vision était anticipatrice par rapport aux évolutions futures et ne pouvait s'épanouir entièrement dans le système international des blocs et de la guerre froide. Cependant elle a eu une influence déterminante sur la politique étrangère des Gouvernements italiens de l'époque, qui ont effectivement renforcé leurs liens avec les pays voisins de la Méditerranée, qui venaient d'acquiescer leur indépendance. D'ailleurs Mattei pouvait compter sur ses liens et ses rapports étroits avec les plus hauts responsables de l'Etat italien, notamment Gronchi, Président de la République, et Fanfani, à plusieurs reprises Président du Conseil des Ministres et Ministre des Affaires Etrangères.

Sur la base de cette vision l'Italie a développé sa relation notamment avec l'Algérie indépendante et contribué à la construction de ses infrastructures et à des volets importants de l'enseignement supérieur et de la formation.

Mattei avait l'intuition que l'Italie n'avait pas d'ambitions globales ni régionales mais qu'elle pouvait, en raison de sa proximité géographique, de son histoire ainsi que du niveau de technologie intermédiaire qu'elle avait développé, donner une contribution importante au développement des pays de nouvelle indépendance, notamment dans l'Afrique méditerranéenne.

Il y avait aussi un élément humain et social déterminant: l'Italie était un pays jeune et pauvre, qui sortait d'une guerre ravageuse. Les Italiens avaient une volonté ferme de reconstruire le tissu social et l'économie ainsi que de se développer en rejoignant les niveaux de vie des nations de plus ancienne industrialisation. L'Italie n'était pas riche en matières premières ou en puissance militaire, mais elle était bien riche en créativité et savoir faire.

Enrico Mattei a été, dans ce sens, le symbole et la synthèse de l'Italie de cette époque là et de la capacité de compréhension et de sympathie à l'égard des situations qui caractérisaient les pays voisins de la rive sud de la Méditerranée.

Le film de Francesco Rosi, «L'Affaire Mattei», qui sera projeté ce soir à la Salle El Mouggar, reproduit dans une mesure tout à fait extraordinaire cette énergie humaine qui émanait de Mattei mais qui a caractérisé également l'Italie de l'après guerre.

Le colloque va en même temps mettre l'accent sur la vision de Mattei en matière de politique pétrolière. Il avait conçu et mis en oeuvre un concept nouveau, tout à fait politique, de répartition équitable de la production entre pays producteurs et compagnies pétrolières. Son objectif était d'assurer l'autonomie énergétique de l'Italie, en fonction

du soutien à sa croissance industrielle impressionnante au cours des années 50 et au début des années 60. Mais il était bien conscient que la relation avec les pays producteurs devait être axée sur des bases nouvelles, grâce auxquelles les producteurs auraient retenu la plupart de la production pour leurs propres besoins, et bénéficié du transfert de savoir faire. Un principe – me semble-t-il – tout à fait actuel.

Cette vision, Mattei l'a mise en oeuvre notamment dans ses rapports avec l'Algérie.

Il déclarait à l'époque publiquement qu'il n'aurait jamais accepté des concessions pour Eni dans le Sahara algérien tant que le pays ne gagnait pas son indépendance. Bien au contraire, il a donné des avis et des renseignements importants – comme le colloque va mettre en exergue – aux autorités du GPRA, avec un impact significatif sur le déroulement du volet énergétique des négociations d'Evian.

Paradoxalement et malheureusement Enrico Mattei a eu la satisfaction d'assister à l'indépendance de l'Algérie, mais il n'a pas pu connaître l'Algérie indépendante. Une visite de travail et des projets de collaboration étaient en préparation au moment de sa mort. On peut se poser la question de savoir quelles auraient été ses relations avec ce pays. Certainement son imagination, son énergie et sa détermination auraient donné lieu à plusieurs projets et initiatives communes.

A titre de reconnaissance posthume pour son rôle et pour ses efforts, le gazoduc qui relie l'Algérie et l'Italie à travers la Tunisie s'appelle, depuis sa construction et achèvement au début des années 80, tout simplement Enrico Mattei, même si la dénomination officielle est Transmed.

Il y a dans cela une forte valeur symbolique puisque le gazoduc représente et matérialise un pont entre les deux pays, dont Mattei a été le premier bâtisseur.

# L'Italie et la cause de l'Indépendance algérienne

15

**ENRICO MATTEI ET L'ALGERIE**  
pendant la Guerre de Libération Nationale

- **Le FLN et le réseau de solidarité en Europe Occidentale**  
*Me. Ali Haroun, Ancien Ministre des Droits de l'Homme, Ancien Membre du Haut Comité d'Etat, Avocat agréé à la Cour Suprême d'Alger*

Le thème de cette courte intervention doit être précisé: durant la guerre d'Algérie, les gouvernements des pays d'Europe occidentale en général membres de l'OTAN se sont en permanence comportés en alliés du gouvernement français de l'époque et l'ont soutenu dans sa politique colonialiste. Cependant, dans ces mêmes pays une opinion publique (partis, associations, personnalités) s'est prononcée et investie dans l'action anticoloniale et en faveur de l'Algérie en lutte. Cette action s'est manifestée dans plusieurs pays, y compris d'ailleurs en France même. Nous allons en évoquer quelques exemples, qui ne sont pas exhaustifs.

1 ) En Belgique :

Dès 1957 des jeunes avocats belges défendant des militants du FLN poursuivis, ont créé un « Collectif belge des avocats du FLN ».

La cheville ouvrière en a été Maître Serge Moureaux (dont le père était alors Ministre de l'Education Nationale) et son épouse. D'autres tels que son frère Philippe alors jeune étudiant, devenu depuis Président de la communauté francophone; Luc Sommerhausen fils du Président du Conseil d'Etat belge, devenu depuis magistrat; des médecins tels le Dr Yvon Kenis se sont investis dans le soutien au FLN. D'autres encore parmi les enseignants ont constitué des «Comités pour la Paix en Algérie» comme les Professeurs Legrève et Laperche. Celui-ci a été assassiné par la «Main Rouge» (qui était en réalité une section des services secrets français) par le biais d'un colis piégé qui a également blessé son fils et sa femme. Quant au professeur Legrève informé de la mort de son ami, il n'a pas ouvert le colis qui lui était adressé et qui était également piégé.

2) Au Pays-Bas :

Des amis du FLN tels que Michel Raptis (Pablo sur le plan de ses activités politiques) et Sal Santen, ont été arrêtés et poursuivis pour les mêmes raisons. Deux procès l'un à Amsterdam l'autre à Osnabriick en Allemagne ont eu des répercussions mondiales de solidarité pour les Algériens en lutte contre le colonialisme français. Ainsi des manifestations ont eu lieu au Brésil, Argentine, Chili, Bolivie, Pérou, Uruguay et jusqu'en Nouvelle Zélande et même en Grande Bretagne. Des intellectuels français de renom tels Jean Paul Sartre, Claude Bourdet, Laurent Schwartz écrivent au Ministre de la Justice des Pays-Bas, pour manifester leur soutien à Michel Raptis dans son action en faveur de l'Algérie.

3) Au Danemark :

Des hommes et femmes démocrates lancent un journal « Algier Frit » (L'Algérie libre) qui soutient la cause algérienne.

4) En Allemagne :

Sous le même titre de « Freis Algérien » (L'Algérie libre) paraît un journal édité par des amis allemands sous la responsabilité de Hans Jiirgen Wischnevskv (qui deviendra Ministre d'Etat et conseiller du chancelier Adenauer).

5) En Angleterre :

Un autre journal « Free Algeria » (L'Algérie libre) paraîtra avec l'aide des membres du Parlement tels Michael Foot (plus tard candidat contre Mme Thatcher), Fenner Brockway ou l'écrivain de renom international Isaac Deutsher.

6) En Suisse :

Des journalistes tels que Charles Henri Favraud s'investissent dans la « Tribune de Lausanne » par leurs écrits, ou Marie Madeleine Brumagne qui publie un « Bulletin » clandestin donnant des informations sur la guerre d'Algérie et publie les déclarations et communiqués du FLN.

7) En Italie: des associations caritatives ont beaucoup aidé les Algériens soit à titre individuel soit le FLN et surtout les réfugiés algériens aux frontières marocaine et tunisienne.

Des hommes politiques connus à l'époque ont pris position publiquement pour « la paix en Algérie » par la négociation avec le GPRA.

Sur un plan plus clandestin, la documentation FLN de la Fédération de France (tracts, communiqués, déclarations et journal) était reproduite et diffusée par Livio Maitan à partir de Milan, de même que l'éditeur Feltrinelli a publié plusieurs ouvrages censurés en France.

Quant à Enrico Mattei, il a été un allié remarquable de la Révolution Algérienne, surtout par la confiance qu'il manifesta dans la future Algérie indépendante en prenant à cette époque option pour l'exploitation du pétrole algérien dans des conditions infiniment plus justes pour les producteurs, que celles des grandes compagnies pétrolières mondiales, qui s'attribuaient la part du lion dans ce domaine.

- **Enrico Mattei et la Révolution Algérienne**  
*Dahou Ould Kablia, Ancien Collaborateur du Ministre Abdelhafid Boussof et Président de l' Association des Anciens du M.A.L.G.*

Enrico Mattei, bien avant la création de l'entreprise publique des hydrocarbures en 1953 dont il a été l'initiateur et le premier responsable, avait été un acteur incontournable de la scène politique italienne au lendemain de la seconde guerre mondiale.

Il était ambitieux pour son pays qu'il voulait voir s'élever au rang des grandes nations européennes.

Membre de la Démocratie Chrétienne, il était connu pour sa sensibilité tiers-mondiste, farouchement opposée à l'hégémonie des grandes multinationales anglo-américaines qui monopolisaient à leur profit exclusif, l'exploitation des riches gisements d'hydrocarbures à travers le monde notamment dans les pays du Proche et du Moyen Orient.

Il était persuadé que les activités d'exploration et d'exploitation qu'il avait initiées, avec succès en Italie, ne pouvaient qu'être contrariées pour toute tentative de sortir du cadre strict de son pays.

Au plan politique, il était ouvert aux idées d'émancipation des peuples sous domination coloniale. Aussi grâce à des amitiés locales, il fit la connaissance, dans les années 1958, du représentant du Front de Libération Nationale à Rome, Tayeb Boulahrouf.

Cette relation lui permit de rencontrer par la suite de nombreux dirigeants de la Révolution, tant à Rome et à Milan qu'à Genève ou au Caire, tels que Benyoucef Benkhedda, Ahmed Boumendjel, M'hamed Yazid, Mohamed Benyahia et Abdelhafidh Boussof.

C'est ce dernier, Abdelhafidh Boussof qui comprit le mieux les aspirations d' Enrico Mattei à entrer dans la cour des grands limitée aux seuls membres du Cartel, avec une vision différente sur les avantages financiers à consentir aux pays concédants.

Abdelhafidh Boussof l'encouragea dans ce sens et plaida sa cause auprès du Roi Idriss Senoussi de Libye qui lui accorda, malgré les pressions exercées sur lui, une concession de recherche et d'exploitation d'hydrocarbures dans son pays.

C'est à l'occasion de ce contrat que Mattei, au nom de l'Eni, déclina son offre de répartition des revenus sur la base inédite d'un partage des bénéfices à parts égales 50/50 avec le pays concédant.

En marge de cela, Enrico Mattei, fort de ce succès dû à l'appui apporté, mobilisa la classe politique italienne en faveur de la cause algérienne, si bien que l'Italie devint le pays européen où le FLN avait le plus de facilités et de soutien pour déployer son action politique et diplomatique.

Lorsque apparurent, dans le courant des années 60, des perspectives de négociations

entre les parties en conflit, le GPRA se mit en devoir de préparer de solides dossiers sur les aspects politiques, juridiques, économiques et financiers susceptibles d'être défendus.

Parmi ceux-ci, le dossier des hydrocarbures, que la partie française s'interdisait totalement d'examiner, sous quelque forme que ce soit, considérant le Sahara territoire français non concerné par l'offre d'autodétermination proclamée par le Général De Gaulle lors de sa conférence du 16 Septembre 1959.

Les contacts préliminaires, engagés durant l'année 1960 et une bonne partie de l'année 1961 n'apporteront aucune concession, de la partie française, sur le Sahara.

Les deux rencontres officielles d'Evian et de Lugrin en juin et juillet 1961 consacrent la rupture en raison de l'obstination française renouvelée.

La forte détermination algérienne sur ce point, excluant tout nouveau contact, jointe à d'autres facteurs, non moins importants tels la résistance redoublée de l'ALN et du peuple algérien dans sa globalité, la détérioration de la situation militaire en défaveur de l'armée française déstabilisée et minée par les dissidences (Putsch des Généraux d'avril 1961), l'échec consommé de la politique d'intégration ou d'assimilation des populations algériennes, l'isolement politique et diplomatique croissant de la France sur le plan international, tous ces facteurs firent que le Général De Gaulle modifiera de manière radicale sa position sur la souveraineté française sur le Sahara au mois de Septembre 1961. De nouveaux contacts, secrets cette fois-ci, furent pris pour préparer l'ouverture de nouvelles négociations publiques.

Le dossier des hydrocarbures fut donc repris par le GPRA pour un examen plus complet.

Le soutien d'Enrico Mattei fut déterminant à cette phase.

Il mit en relation son plus proche collaborateur Mario Pirani, qui s'installa à Tunis, pour la circonstance, en Janvier 1962 sous une couverture de journaliste, avec Abdelhafid Boussouf, Krim Belkacem, Mohamed Benyahia pour la gestion des questions politiques liées aux relations euro-méditerranéennes et les questions techniques avec les membres du MALG chargé du dossier des hydrocarbures, Mohamed Khelladi, Redha Rahal, Kasdi Merbah, Mahmoud Hamra Krouha.

L'expérience pratique d'Enrico Mattei et ses conseils avisés inspirèrent grandement le groupe de travail algérien dans la définition des grands axes d'une stratégie de négociation, à même d'apporter à l'Algérie les solutions les plus avantageuses pour l'exploitation des richesses pétrolières du sous-sol saharien.

Dans le même temps, le GPRA avait obtenu, auprès d'une personnalité haut placée

dans la hiérarchie du pouvoir administratif d'Alger, par l'entremise des services de renseignements du MALG, une documentation complète comprenant le corpus détaillé des textes législatifs et réglementaires régissant le domaine ainsi que des copies de contrats, actes de concessions, tableaux d'indices de prix et fiches signalétiques de l'ensemble des sociétés opérant au Sahara avec le montant de leur capital, sa répartition et la part de l'Etat français dans cette répartition.

Au cours de la reprise officielle des négociations aux Rousses à partir du 11 Février 1962, la surprise de la délégation française fut totale face à l'argumentaire de la délégation algérienne sur ce dossier qui se résumait en six points:

- Souveraineté totale de l'Etat algérien sur toutes les richesses minières du sol et du sous-sol;
- Subrogation de l'Etat algérien à l'Etat français dans tous les actifs détenus par celui-ci dans les sociétés exploitantes.

Puis à compter du cessez le feu:

- Aucune concession nouvelle de recherche, d'exploration ou d'exploitation ne peut être accordée;
- Aucune modification du capital concernant les parts d'actifs de l'Etat français ne peut être opérée
- Aucune modification au prix de référence du pétrole brut ou du gaz « sortie puits » ainsi que les tarifs de transport ne peut être apportée
- Enfin aucune modification ne peut être apportée au taux de la fiscalité.

Ces exigences s'appuyaient sur la détermination affichée par la délégation algérienne de considérer nulle et non avenue toute remise en question des principes ainsi exposés et ce durant toute la période transitoire entre le cessez le feu et l'indépendance.

Plus que tout autre dossier, c'est celui là qui touchera au plus profond, les vellétés de la partie française de conserver des intérêts majeurs dans le domaine vital de l'énergie, par lequel la France visait à construire un développement économique échappant à la tutelle des multinationales.

Cet échec réveillera le démon de la vengeance froide qui se traduira malheureusement par l'élimination par les services spéciaux français, à quelques temps d'intervalle des deux personnes qu'elle considérait, à tort ou à raison, à l'origine de leur déconvenue à savoir Salah Bouakour supposé la « source » et Enrico Mattei le « conseiller » sensé devenir le concurrent le plus dangereux pour les intérêts français en Algérie au lendemain de son indépendance.

Personne n'a pris au sérieux à l'époque les dénégations des autorités publiques françaises habituées à couvrir cyniquement en feignant d'ignorer les faits, les agissements criminels de leurs agents à l'endroit d'amis européens dont plus d'une centaine ont payé de leur vie, leur soutien actif à la Révolution algérienne.



*De gauche à droite: Dahou Ould Kablia, Président de l'A.A.M., Maria Battaglia, Directeur IIC Alger, Giampaolo Cantini, Ambassadeur d'Italie - Salle de commission, Hôtel El Aurassi, 7-12-2010, Alger*



*Dahou Ould Kablia,  
Président de l'A.A.M*

**La stratégie de Mattei  
en Afrique du Nord et le soutien  
à la cause nationale algérienne.  
Contacts et rencontres.**



- **L'Italie et la guerre d'Algérie: le gouvernement, les partis, les forces sociales et l'Eni de Mattei**

*Bruna Bagnato, Professeur d'histoire des Relations Internationales, Université de Florence*

Parler de la perception italienne de la guerre d'Algérie signifie s'interroger sur une pluralité de sujets et d'acteurs qui mènent une politique souvent non homogène, parfois contradictoire et qui peut paraître ambiguë. Il y a une politique officielle du gouvernement, très difficile à mener car elle est partagée entre les devoirs de solidarité atlantique et européenne (ce qui impose le soutien à Paris) et la volonté et le désir d'établir un dialogue avec les nationalistes algériens et les aider dans leur lutte pour l'indépendance, une lutte considérée tout à fait légitime; il y a un mouvement d'opinion qui devient, à partir de l'été 1955, de plus en plus sensible au fait national algérien et conscient de la nécessité de le soutenir (un mouvement, il faut le dire tout de suite, qui dépasse les clivages des partis); et, pour finir, il y a Mattei, dont l'attention pour l'avenir de l'Algérie est une attention politique, qui ne vise pas uniquement aux richesses pétrolières du pays mais qui, au contraire, est à la base d'un projet beaucoup plus général de renouveau du rapport entre les deux rives de la Méditerranée.

Dans mon exposé, je voudrais rappeler les étapes de la prise de conscience du drame algérien de la part de l'opinion italienne, mais, surtout, contribuer à expliquer la prudence de la politique officielle du gouvernement italien. Cela est important pour comprendre, en fin de compte, le rapport existant entre celle-ci et la stratégie de Mattei.

*La politique italienne en Méditerranée à l'heure de la guerre d'Algérie: des conditions nouvelles.* Pour comprendre l'attitude du gouvernement italien face à la guerre d'Algérie, il est nécessaire de rappeler quelques faits concernant l'ensemble de la politique étrangère du pays entre le milieu des années cinquante et le début des années soixante.

A la moitié des années cinquante, l'Italie retrouve la physionomie d'un pays "normal". L'admission aux Nations Unies, en décembre 1955, complète le parcours de son retour dans la communauté des Etats<sup>1</sup>. Le gouvernement de Rome a réussi à se débarrasser des stigmates du fascisme et de la défaite par l'acceptation et la ratification, en 1947, d'un traité de paix, bien que considéré injuste; il a fait un choix précis en faveur de

<sup>1</sup>Voir F. D'Amoja *La "sindrome da claustrofobia atlantica" e la politica estera dell'Italia alla metà degli anni '50: un'analisi sull'ammissione dell'Italia all'ONU nel dicembre 1955*, in E. Di Nolfo, R.H. Rainero, B. Vigezzi (sous la direction de), *L'Italia e la politica di potenza in Europa*, pp. 775-783.

l'Occident et signé le Pacte Atlantique en 1949; il a donné son adhésion convaincue aux premiers projets européens. Jusqu'à 1954, toutefois, la question de Trieste, un chapitre de l'héritage de la guerre que le traité de paix n'a pas réglé, conditionne la stratégie internationale de l'Italie, en limitant ses marges de manoeuvre<sup>2</sup>. En un peu plus d'un an, entre 1954 et 1955, le compromis sur Trieste et l'admission aux Nations-Unies permettent à l'Italie d'atteindre la pleine légitimité internationale, ce qui a été le but de sa politique étrangère dès la fin de la guerre: la diplomatie italienne, après avoir réglé avec Belgrade le problème de Trieste et s'être ainsi débarrassée d'une question qui avait eu jusqu'alors un effet hypnotique et omnivore sur la stratégie internationale du pays, et après avoir obtenu sa place à l'ONU une fois le veto soviétique tombé, peut acquérir un nouvel élan. Ce sont les premiers éléments pour comprendre pourquoi, après ces années-là, le gouvernement de Rome à la perception qu'un tournant s'est produit dans le jeu de sa politique étrangère. Cela néanmoins ne suffit pas à expliquer le renouveau fondamental de la stratégie méditerranéenne – et atlantique – de l'Italie. Pour traduire des ambitions (ou des velléités ?) dans une action politique concrète, le panorama international est une variable qu'il faut considérer. Or, le changement italien a lieu justement pendant une phase où le système international est en mouvement<sup>3</sup>.

«Congelé» jusqu'en 1953 par l'affrontement entre Est et Ouest, le scénario européen et global s'est, en deux ans, transformé. La solution de la question du réarmement allemand – grâce à la mise sur pied de l'Union de l'Europe Occidentale et à l'admission de l'Allemagne Fédérale au Pacte Atlantique et à l'OTAN – et la naissance en parallèle du Pacte de Varsovie, organisent et cristallisent la sphère des intérêts réciproques des deux blocs dans une Europe désormais « pacifiée »<sup>4</sup> – à l'exception, bien entendu, de la "blessure" de Berlin. Une fois la situation européenne stabilisée, la compétition entre

<sup>2</sup> Sur la question de Trieste et ses retombées sur la politique étrangère italienne jusqu'au compromis de 1954 voir J.-B. Duroselle, *Le conflit de Trieste 1943-1954*, Université libre de Bruxelles, Bruxelles, 1966; B. C. Novak, *Trieste 1941-1954 Ethnic Political and Ideological Struggle*, University of Chicago Press, Chicago, 1980; D. De Castro, *La questione di Trieste, 1941-1954. L'azione politica e diplomatica italiana dal 1943 al 1954*, LINT, Trieste, 1981; A.G. M. de Robertis, *Le grandi potenze e il confine giuliano 1941-1954*, Laterza, Rome-Bari, 1983; G. Valdevit, *La questione di Trieste 1941-1954. Politica internazionale e contesto locale*, Milan, Angeli, 1986; G. Rabel, *Between East and West: Trieste, the United States and the Cold War*, Durham, Duke University Press, 1988; M de Leonardis, *La "diplomazia atlantica" e la soluzione del problema di Trieste (1952-1954)*, Naples, ESI, 1992.

<sup>3</sup> L'Ambassadeur italien, Egidio Ortona, dans le deuxième volume des ses mémoires, remarque que l'Italie, après le compromis sur Trieste, retrouve une certaine autonomie sur les questions internationales. Voir E. Ortona, *Anni d'America vol II, La diplomazia, 1953-1961*, Bologne, Il Mulino, 1985, en particulier pp. 121-128 et pp.145-149.

<sup>4</sup> Sur cette évolution voir M. Trachtenberg, *History and Strategy*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1991; ID., *A Constructed Peace. The Making of the European Settlement, 1945-1963*, Princeton, NJ, Princeton University Press, 1999; R. W. Stevenson, *The Rise and Fall of détente: Relaxations of Tension in US-Soviet Relations, 1953-1984*, Londres, Macmillan, 1985; R. Morgan, *From the Hypothesis of Reunification to the Two German States*, in A. Varsori (ed.), *Europe 1945-1990s, The End of an Era?*, Londres, Macmillan 1995, pp.213-220.

Moscou et Washington a comme champ de bataille les territoires extra-européens, notamment les régions où les schémas coloniaux sont ouvertement soumis à un défi qui s'avérera intenable à moyen et long terme. La guerre froide – si, par cette expression, nous indiquons la phase des relations Est-Ouest caractérisée par un affrontement bipolaire en Europe et par l'effort des superpuissances de consolider leurs blocs respectifs – se termine en 1953, avec la mort de Stalin et le passage des pouvoirs à la Maison Blanche entre Truman et Eisenhower<sup>5</sup>; elle est suivie d'une "première détente", un développement qui s'annonce riche en promesses mais aussi en risques pour la tenue des blocs. Les choses changent rapidement. Ainsi, au moment où la solution pour Trieste et l'admission à l'ONU libèrent, pour l'Italie, des énergies politiques qui peuvent être destinées ailleurs, la conférence de Bandung, en avril 1955, marque l'existence d'un axe Nord-Sud qui s'ajoute à celui Est-Ouest<sup>6</sup> et le «croise»; la conférence de Genève en juillet 1955 et la stabilisation européenne modifient le cadre des relations bipolaires: cette double évolution fait de la région méditerranéenne et, plus en général, du monde africain et asiatique, le nouveau terrain de la confrontation entre Occident et Orient. Bien entendu, ce n'est pas un hasard, dans le sens que l'admission de l'Italie aux Nations-Unies est en soi le signe que les dynamiques internationales ont subi une certaine évolution depuis le moment de la rupture. Ce que nous voulons surtout remarquer, c'est que, puisqu'en 1954-55 la tension se détend, l'Italie a l'énergie ainsi que la possibilité – tout au moins théorique – de trouver une place plus visible au sein des puissances régionales «moyennes».

L'Italie a les idées et les moyens, en termes aussi bien de ressources que de personnel politique, pour relancer sa stratégie méditerranéenne. Grâce au choix anti-colonial fait en 1949 – au lendemain de l'échec du compromis Bevin-Sforza sur le futur des anciennes

<sup>5</sup>Sur cet aspect voir E. Di Nolfo, *New Look et agonizing reappraisal dans le tournant de la guerre froide, en voie de publication*.

<sup>6</sup>Voir P. Beonio Brocchieri, *Bandung: l'alternativa alla guerra fredda*, in P. Tana (sous la direction de), *Terzo mondo: dal neutralismo al non allineamento*, Milan, Mozzi, 1975. Voir aussi L. Hamon, *Non engagement et neutralisme des nouveaux Etats*, in J.-B. Duroselle – J. Meyriat, *Les Nouveaux Etats dans les relations internationales, Cahiers de la Fondation Nationale de Sciences Politiques*, Paris, Colin, 1962 ; D. Ardia, *Bandung, 1955 : un aspetto del confronto Nord-Sud*, in AA.VV, *Relazioni Nord-Sud, Est-Ovest. Interdipendenze e contraddizioni*, Padoue, CEDAM, 1988.

colonies italiennes<sup>7</sup> –, l'Italie est bien placée pour revendiquer un rôle majeur au sein de l'Alliance Atlantique en matière de politique occidentale dans le bassin méditerranéen, devenu le carrefour des deux axes principaux des jeux politiques globaux.

Ce n'est pas fortuit si l'Italie commence à postuler à ce rôle à la fin de 1955, quelques mois après le compromis sur Trieste et à la veille de son admission à l'ONU<sup>8</sup>, c'est à dire au moment où elle récupère une certaine liberté d'action.

**Suez et l'après Suez.** Les développements ultérieurs permettent au gouvernement de Rome de lancer des messages de plus en plus clairs, à la fois aux alliés atlantiques et aux pays de la rive Sud de la Méditerranée. La crise de Suez de fin octobre-début novembre 1956, qui met en lumière la volonté américaine de montrer au monde arabe sa différence par rapport au colonialisme de la Grande Bretagne et de la France, et qui ouvre la perspective d'un vide de pouvoir dans une région stratégiquement fondamentale pour la sécurité euro-atlantique, donne à l'Italie l'occasion de préciser ses aspirations<sup>9</sup>. L'Italie, le seul pays à la fois anti-colonial, occidental et méditerranéen, demande aux alliés – notamment aux Etats-Unis – que lui soit reconnu un rôle de pont et de charnière pour

<sup>7</sup> Sur l'ambiguïté de ce choix voir B. Bagnato, *Alcune considerazioni sull'anticolonialismo italiano*, in E. Di Nolfo, R.H. Rainero, B. Vigezzi (sous la direction de), *L'Italia e la politica di potenza in Europa 1950-1960*, Milan, Marzorati, 1992.

<sup>8</sup> L. Nuti, *Gli Stati Uniti e l'apertura a sinistra. Importanza e limiti della presenza americana in Italia*, Rome-Bari, Laterza, 1999, p.130.

<sup>9</sup> Sur la crise de Suez voir notamment les témoignages de S. Lloyd, *Suez 1956*, New York, Mayflower Books, 1979; A. Nutting, *No End of a Lesson: The Story of Suez*, London, Constable, 1967; Ch. Pineau, *1956 Suez*, Paris, Laffont, 1976; E. Shuckburgh, *Descent to Suez Foreign Office Diaries 1951-1956*, New York and London, Norton & Company, 1986; J. Tsur, *Prélude à Suez. Journal d'une ambassade 1953-1956*, Paris, Presses de la Cité, 1971; M. Heikal, *L'affaire de Suez. Un regard égyptien*, Paris, Ramsay, 1986 (l'auteur était le conseiller de Nasser).

La bibliographie sur la crise est immense. Il faut souligner les actes de deux colloques : *Suez 1956: the Crisis and its Consequences*, Oxford-New York, Oxford University Press, 1989 et *The Sues-Sinai Crisis, 1956: Retrospective and Reappraisal*, Londres, Cass, 1990. Pour les aspects économiques de la crise, voir D. Kunz, *The Economic Diplomacy of the Suez Crisis*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1991. Sur le rôle croissant des Etats-Unis dans la région, voir D. C. Watt, *Succeeding John Bull. America in Britain's Place 1900-1975*, Cambridge, Cambridge university Press, 1984.

Sur l'attitude de l'Italie, voir Archives historiques du Ministre des Affaires Etrangères – Rome (ASMAE), Cabinet du Ministre 1943-1956, b.65; Archives Secrètes du Secrétariat Général 1945-1958, b.52; Affaires Politiques Egypte 1956 (notamment nn. 1053, 1057, 1062, 1063); Ministère des Affaires Etrangères, Commission pour le classement et la publication des documents diplomatiques, *Diplomatic Sources and International Crisis. Proceedings of the 4th Conference of Editors of Diplomatic Documents (Rome 19-21 September 1996)*, Rome, IPSZ, 1998, et notamment l'article de P. Pastorelli, *Italy and the double Crisis of 1956*. Voir aussi G. Calchi Novati, *Il Canale della discordia. Suez e la politica estera italiana*, Urbino, Quattro Venti, 1998 et B. Vigezzi, *L'Italia e i problemi della 'politica di potenza'. Dalla crisi della CED alla crisi di Suez*, in E. Di Nolfo, R. H. Rainero, B. Vigezzi (sous la direction de), *L'Italia e la politica di potenza in Europa 1950-1960*, cit.; sur le rôle joué par le Ministre des Affaires Etrangères italien, Gaetano Martino, durant toute la crise, voir R. Battaglia, *Gaetano Martino e la politica estera italiana (1954-1964)*, Messine, EDAS, 2000, pp.101-126.

la coopération dans la Méditerranée<sup>10</sup>. Les événements de Suez de 1956, qui font tomber la dichotomie entre choix atlantique et choix anti-colonial, facilitent, de ce point de vue, la demande italienne. Bien plus: la leçon tirée de Suez est que l'atlantisme ne doit pas se limiter à être compatible avec l'anti-colonialisme sur un plan strictement théorique mais, au contraire, qu'atlantisme et anti-colonialisme doivent se fondre dans un nouveau langage occidental si l'on veut mener une politique visant à soustraire à Moscou des interlocuteurs potentiels en Méditerranée. Les événements du Canal de Suez permettent à l'Italie de prendre les distances de la Grande-Bretagne et de la France, qui sortent de la crise comme les sujets déviants par rapport à la politique de la communauté atlantique en Méditerranée, et de confirmer une symétrie d'analyse et d'action avec les Etats-Unis. Il s'agit, d'ailleurs, d'une symétrie annoncée dès l'admission de l'Italie au Pacte Atlantique, lequel envisageait, au moins implicitement, la naissance d'un axe méditerranéen entre un pays comme l'Italie, qui, après la perte des colonies, voulait jouer la carte arabe, et Washington, peu sensible aux intérêts coloniaux français et britanniques et contraire à appuyer le maintien des vieux empires. Le message devient explicite pendant et après les événements de Suez: le gouvernement de Rome veut devenir et devient le partenaire privilégié de Washington dans le cadre régional, une sorte d' «agent des Etats-Unis dans la Méditerranée»<sup>11</sup>.

La prudence reste néanmoins nécessaire, puisque, bien que Suez ait clarifié le rapport entre choix atlantique et choix méditerranéen, le rapport entre ce dernier et l'option européenne reste problématique. Ce sont surtout les rapports avec la France, partenaire fondamental de la stratégie européenne de l'Italie aux prises avec des difficultés croissantes en Algérie, qui peuvent être affectés par une politique méditerranéenne italienne d'appui à celle américaine et trop proche des thématiques anticoloniales.

***L'invention néo-atlantique.*** Choix atlantique et choix méditerranéen sont combinés, par une partie de la classe politique italienne, notamment au sein de la Démocratie Chrétienne, dans une attitude dite «néo-atlantique». Cette attitude lie le passé au présent et à l'avenir en réunissant différents éléments : la tentation et l'ambition de développer un rôle spécifique de l'Italie en Méditerranée dicté par la géographie et la recherche d'un statut de grande ou moyenne puissance; la nécessité de sauvegarder et

<sup>10</sup> Voir L. Tosi, *L'Italia e la cooperazione internazionale nel Mediterraneo: aspirazioni, interessi nazionali e realtà internazionale in Il Mediterraneo nella politica estera italiana del secondo dopoguerra, sous la direction de M. de Leonardis, Bologna, Il Mulino, 2003*; L. Tosi, *La politica di cooperazione internazionale dell'Italia : autonomia, interdipendenza e integrazione, in Politica ed economia nelle relazioni internazionali dell'Italia del secondo dopoguerra, sous la direction de L. Tosi, Rome, Studium, 2002.*

<sup>11</sup> Turin Fondation Einaudi (aujourd'hui TFE), *Diari Brosio, XI, dimanche 11 – lundi 12 mai 1958.*

protéger les intérêts nationaux – premier devoir de tout Etat; et le choix atlantique qui, en tant qu' «étoile polaire» et garantie des équilibres intérieurs, reste indiscutable. Au fond, le néo-atlantisme ne fait que clarifier des paramètres d'action prévisibles du point de vue de la géographie, des règles qu'un gouvernement doit respecter, et de la tradition italienne<sup>12</sup>.

Mais, pour l'Italie, le néo-atlantisme a aussi des retombés sur la politique intérieure. A la moitié des années cinquante, la politique intérieure italienne vit une phase où le centrisme – c'est à dire la formule de gouvernement avec une majorité construite autour de la Démocratie Chrétienne et ses alliances avec les partis de centre, tels que le Parti Libéral, le Parti Républicain et le Parti Social-Démocrate – semble tirer à sa fin, alors que le centre gauche – un gouvernement appuyé par les Socialistes – n'est qu'une hypothèse à peine esquissée. Or, face aux difficultés qu'il faut surmonter en politique intérieure pour atteindre l'objectif de «l'ouverture à gauche», la politique néo-atlantique peut permettre à la Démocratie Chrétienne et au Parti Socialiste d'expérimenter, dans le domaine de la stratégie internationale, des convergences d'action qui peuvent préparer le terrain à une collaboration gouvernementale future. Au point que beaucoup d'historiens considèrent la politique néo-atlantique une sorte de miroir aux alouettes, un dessein stratégique apparemment de politique étrangère mais en réalité de politique intérieure, puisqu'il vise surtout à créer les conditions préalables à la constitution d'un gouvernement de centre-gauche<sup>13</sup>– ce qui, à leur yeux, justifie le manque d'intérêt de l'historiographie à étudier cette saison de la politique étrangère italienne.

<sup>12</sup> Voir L.V. Ferraris (sous la direction de), *Manuale della politica estera italiana 1947-1993*, Bari, Laterza, 1996; A. Brogi, *L'Italia e l'egemonia americana nel Mediterraneo*, Firenze, Nuova Italia, 1996; S. Romano, *Guida alla politica estera italiana*, Milano, Rizzoli, 1993, en particulier pp.80 et suivantes; C.M. Santoro, *La politica estera di una media potenza*, cit.; G. Calchi Novati, *Mediterraneo e questione araba nella politica estera italiana*, in F. Barbagallo (sous la direction de), *Storia dell'Italia repubblicana*, vol.II, t.1, Torino, 1995; P. Cacace, *Venti anni di politica estera italiana 1943-1963*, Roma, Boanacci, 1986; M. de Leonardis, *La politica estera italiana, la NATO e l'ONU negli anni del neatlantismo (1955-1960)*, in L. Tosi (sous la direction de), *L'Italia e le organizzazioni internazionali. Diplomazia multilaterale nel Novecento*, Padova, Cedam, 1999; J.E. Miller, *La politica estera di una media potenza. Il caso italiano da De Gasperi a Craxi*, Mandria, Lacaïta, 1992; A. Varsori, *L'Italia nelle relazioni internazionali dal 1943 al 1992*, Roma-Bari, Laterza, 1998.

Voir aussi les articles de M. de Leonardis (*L'Italia: "alleato privilegiato" degli Stati Uniti nel Mediterraneo?*), L. Tosi (*L'Italia e la cooperazione internazionale nel Mediterraneo: aspirazioni, interessi nazionali e realtà internazionale*) et Anton Giulio de' Robertis in *Il Mediterraneo nella politica estera italiana del secondo dopoguerra*, sous la direction de M. de Leonardis, Bologna, Il Mulino, 2003.

<sup>13</sup> Sur cet aspect voir L. Nuti, *Gli Stati Uniti e l'apertura a sinistra...*, cit., passim. G. Tamburrano, *Storia e cronaca del centro-sinistra*, Milano, Feltrinelli, 1971, en part. pp.378 ss.; G. Mammarella, *L'Italia contemporanea 1943-1998*, Bologna, Il Mulino, 2001. Cfr anche A. Fanfani, *Da Napoli a Firenze 1954-1959. Proposte per una politica di sviluppo democratico*, Milano, Garzanti, 1959; S. Colarizi, *Storia dei partiti nell'Italia repubblicana*, Roma-Bari, Laterza 1998; P. Scoppola, *La repubblica dei partiti. Evoluzione e crisi di un sistema politico (1945-1996)*, Bologna, Il Mulino 2001. L. Lotti, *I partiti della Repubblica. La politica in Italia dal 1946 al 1997*, Firenze, Le Monnier, 2004.

C'est qui est certain, c'est que les milieux politiques favorables à l'ouverture à gauche sont également favorables au «néo-atlantisme», et vice-versa.

Il faut considérer, d'autre part, qu'entre la fin des années Cinquante et le début des années Soixante, l'Italie connaît une croissance économique spectaculaire, au point que l'on parle de «miracle». Cette croissance influence les jeux politiques nationaux ainsi que les axes de la politique étrangère. Il y a, d'un côté, le problème de favoriser la participation des forces sociales-démocrates au gouvernement, et, de l'autre, la nécessité d'agir sur le plan politique international pour assurer des débouchés aux exportations italiennes et garantir aux opérateurs économiques nationaux les meilleures conditions d'achat des matières premières indispensables au développement – ce qui explique la nouvelle attention pour l'évolution des pays de l'Est (notamment l'Union Soviétique post-stalinienne) et des pays du Sud de la Méditerranée, riches en matières premières. Considérant que l'Italie n'a ni les capacités militaires pour jouer un rôle important, ni la volonté de répéter les erreurs du passé, il n'est pas surprenant que l'action néo-atlantique soit axée sur les domaines économique, politique et culturel, bien avant même que le gouvernement Fanfani, au pouvoir depuis juillet 1958, fasse du néo-atlantisme le pivot de sa politique internationale.

Face à l'instabilité de la région méditerranéenne, il faut élaborer des plans de soutien économique pour les pays riverains. Le relèvement économique est la pré-condition à la paix : la leçon du Plan Marshall est tirée. C'est ce qui inspire le «Plan Pella», lancé durant l'été 1957 par le Ministre des Affaires Etrangères italien. Il s'agit d'un projet qui prévoit des aides multilatérales de l'Occident, payées par les Etats Unis aux pays du Moyen Orient<sup>14</sup> en utilisant les remboursements européens des emprunts du plan Marshall. L'effort italien de proposer une intervention économique multilatérale avec les alliés européens pour faire face aux problèmes de la région, est constant pendant cette période et même plus tard.

<sup>14</sup> *Le ministre Pella expose son plan aux américaines surtout au cours de son voyage à Washington à la fin de 1957. ASMAE, Gabinetto, b.128, fasc. "Viaggio di Pella negli Stati Uniti, dicembre 1957": Le texte du Plan Pella a été publié par E. Ortona, Anni d'America, La diplomazia 1953-1961, cit., pp.427 et suivantes. Voir aussi A. Brogi, L'Italia e l'egemonia americana nel Mediterraneo, Firenze, La Nuova Italia, 1996, pp.280 et suivantes.*

*La réaction américaine, exprimée en avril 1958, est la suivante "(1) the U.S. is prepared to participate in an OEEC Working Group, if this one is formed on European initiative, to consider the establishment of some kind of European-based Middle East development fund; (2) the U.S. cannot indicate whether or not or in what form it would contribute to such a fund, prior to knowledge of what European countries are prepared to make available; (3) however, the U.S. would not consider it fruitful for OEEC countries to go forward in their consideration of the Pella Plan based on the assumption of a U.S. contribution in the form either of earmarking or deferring Marshall Plan repayments; and (4) even if the U.S. should decide to make its contribution in the form of contributions or deferrals of Marshall Plan repayments, the extent and purpose for the use of these loan repayments would be a decision of the U.S. Government in the light of its world-wide programs." Foreign Relation of the United States - FRUS, 1958-1960, VII, part 2, n.209, Operations Coordinating Board Report on Italy (NSC 5411/2), Avril 30, 1958.*

Après le «Plan Pella» il y aura un «Plan Gronchi»<sup>15</sup> et puis un «Plan Fanfani» : malgré des différences importantes, ce modèle de coopération reste leur aspect principal – on peut remarquer en passant que l'actuel Président du Conseil italien, Silvio Berlusconi, a récemment lancé une proposition similaire.

L'action italienne, toutefois, n'est pas dénuée de contradictions. D'un côté, il y a une multitude de sujets qui participent à l'élaboration de cette politique «néo-atlantique» certains milieux économiques, notamment l'Eni (Société Nationale Hydrocarbures) dirigée par Enrico Mattei<sup>16</sup>; le Président de la République Giovanni Gronchi<sup>17</sup> – soupçonné de tendances neutralistes; le Maire de Florence et député Giorgio La Pira, qui parle ouvertement de la nécessité de créer un «pont» entre les deux rives de la Méditerranée<sup>18</sup>; l'aile gauche de la Démocratie Chrétienne qui se regroupe autour de Fanfani. Or, dans les relations parmi ses sujets, qui partagent néanmoins un projet commun, les jalousies, les divergences et les malentendus ne manquent pas.

<sup>15</sup> Voir TFE, *Diari Brosio*, XI, dimanche 11 – lundi 12 mai 1958.

<sup>16</sup> Sur Mattei et l'Eni à l'époque de Mattei il y a une bibliographie très importante. Voir par exemple : N. Perrone, *Mattei, il nemico italiano. Politica e morte del presidente dell'Eni attraverso i documenti segreti, 1945-1962*, Milan, Leonardo, 1989; ID., *Obiettivo Mattei. Petrolio, Stati Uniti e la politica dell'Eni*, Rome, Gamberetti, 1995; ID., *Enrico Mattei*, Bologna, Il Mulino, 2001 et ID., *La morte necessaria di Enrico Mattei*, Rome, Stampa alternativa, 1993; L. Maugeri, *L'arma del petrolio. Questione petrolifera globale, guerra fredda e politica italiana nella vicenda di Enrico Mattei*, Florence, Loggia de' Lanzi, 1994; F. Venanzi -M. Faggiani (sous la direction de), *Eni: un'autobiografia*, Torino, Sperling e Kupfer, 1994; L. Bazzoli – R. Renzi, *Il miracolo Mattei*, Milan, Rizzoli, 1984; F. Bellini – A. Previdi, *L'assassinio di Enrico Mattei*, Milan, FLAN, 1970; S. De Angelis, *Enrico Mattei*, Rome, Editions Cinque Lune, 1966; M. Colitti, *Energia e sviluppo in Italia. La vicenda di Enrico Mattei*, Bari, De Donato, 1979; L. Bruni – M. Colitti, *La politica petrolifera italiana*, Rome, Giuffrè, 1967; M. Magini, *L'Italia e il petrolio tra storia e cronologia*, Milan, Mondadori, 1976; P. Frankel, *Petrolio e potere. La vicenda di Enrico Mattei*, Florence, La Nuova Italia, 1970; G. Galli, *La sfida perduta. Biografia politica di Enrico Mattei*, Milan, Bompiani, 1979; I. Pietra, *Mattei, la pecora nera*, Milano, Sugarco, 1987; D. Votaw, *Il cane a sei zampe. Mattei e l'Eni. Saggio sul potere*, Milan, Feltrinelli, 1965; B. Li Vigni, *La grande sfida. Mattei, il petrolio e la politica*, Milan, Mondadori, 1996; ID., *Il caso Mattei: un giallo italiano*, Rome, Editori Riuniti, 2003; A. Tonini, *Il sogno proibito. Mattei, il petrolio arabo e le 'sette sorelle'*, Florence, Polistampa, 2003; B. Bagnato, *Petrolio e politica. Mattei in Marocco*, Florence, Polistampa, 2004.

<sup>17</sup> Sur Giovanni Gronchi voir. G. Vigorelli, *Gronchi. Battaglie d'oggi e di ieri*, Firenze, Vallecchi, 1956; L. Tedeschi, *Un cattolico al Quirinale*, Rome, Quattrucci, 1958; D. Bartoli, *Da Vittorio Emanuele a Gronchi*, Milano, Longanesi, 1961; A. Baldassarre – C. Mezzanotte, *Gli uomini del Quirinale. Da De Nicola a Pertini*, Rome-Bari, Laterza, 1985; G. Merli, *Giovanni Gronchi. Contributo ad una biografia politica*, Giardini, Pise, 1987; *Centro Giovanni Gronchi, Giovanni Gronchi a cento anni dalla nascita*, Giardini, Pisa, 1990; G. Merli – E. Sparisci, *Giovanni Gronchi. "Una democrazia più vera"*, Studium, Rome, 1993; *Centro G. Gronchi, L'Italia durante la presidenza Gronchi (Pontedera, 28 ottobre 1989)*, Pise, Giardini, 1990; P. E. Taviani et autres, *Giovanni Gronchi, "Civitas"*, XXXVIII (1987), n.3, juin.

<sup>18</sup> En décembre 1958 (in G. Merli-Emo Sparisci, *La Pira a Gronchi, Lettere di speranza e di fede (1952-1964)*, Pise, Giardini, 1995, pp.80-5) La Pira écrivait: "L'Italie est 'pont': c'est le seul pont valable aujourd'hui (dans un certain sens) en mesure d'unir l'Europe à l'Afrique et à l'Asie: le seul pont (dans un certain sens) qui peut, aujourd'hui, être valablement établi pour unir les rives de l'Europe et de l'Occident aux rives agitées des Etats qui refusent la civilisation chrétienne et persécutent l'Eglise" Parce que "un pont, il faut le construire: il faut le construire de façon à unir les rives des nations de l'Europe.... aux rives des nations musulmanes, d'Israël, des nations païennes, sous-développées, d'Afrique et d'Asie; et même aux rives des nations soumises au régime communiste".

De l'autre côté, il y a un problème de fond, qui concerne la compatibilité entre la politique méditerranéenne poursuivie par le néo-atlantisme, et la politique européenne. Les événements de Suez n'ont pas réglé cette question, bien au contraire. La signature des Traités de Rome et la naissance de la CEE représentent, entre autres, la réaction de la France à l'incompréhension manifestée par les Etats-Unis, de l'importance, pour Paris, du maintien de ses positions en Afrique du Nord<sup>19</sup>. De ce point de vue, l'insistance française pour que l'Europe, créée en mars 1957, ait un horizon eurafricain bien clair et politiquement remarquable, n'est pas surprenante<sup>20</sup>. Du point de vue italien, il s'agit de combiner une politique de « sympathie » à l'égard du monde arabe et, dans le cas de l'Algérie, de soutien aux revendications d'indépendance, avec la nécessité de ne pas compromettre les relations avec la France, partenaire européen et atlantique fondamental. D'où une politique complexe, souvent hésitante, parfois ambiguë, de la part de Rome au sujet de la guerre d'Algérie: une attitude qui n'est pas de nature à apaiser les soupçons français sur les tendances « néo-atlantiques » et les cercles de « démo-musulmans », qui ont un certain succès dans la péninsule et qui sont considérés opposés aux intérêts de Paris<sup>21</sup>.

<sup>19</sup> Sur le lien entre les événements du Canal de Suez et la naissance de la Communauté européenne voir H. Alphand, *L'étonnement d'être. Journal (1939-1973)*, Paris, Fayard, 1977; Ch. Pineau, *Suez, cit.*, P. Winand, *Eisenhower, Kennedy and the United States of Europe*, Londres, MacMillan, 1993, pp.93 et suivantes; P. M. Pitman, "Un général qui s'appelle Eisenhower": *Atlantic Crisis and the Origins of the European Community*, "Journal of European Integration History", vol.6, n.2, 2000, pp.37-60.

G. Migani, *Strategie nazionali ed istituzionali alle origini dell'assistenza comunitaria allo sviluppo: la Cee, la Francia e l'Africa negli anni sessanta*, in E. Calandri (sous la direction de), *Il primato sfuggente. L'Europa e l'intervento per lo sviluppo (1957-2007)*, Milan, Angeli, 2009, pp. 17-34; pp. 18-9.

G. Migani, *La France et l'Afrique sub-saharienne, 1957-1963. Histoire d'une décolonisation entre idéaux eurafricains et politique de puissance*, Bruxelles, Peter Lang, 2008, pp. 45 et suivantes.

Pour ce qui concerne l'attitude de la République Fédérale voir S. Lefèvre, *Associer l'Allemagne au développement économique de l'Afrique: un leitmotiv français avant la décolonisation (1950-1956)*, *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 31, nn.3-4, 1999, pp. 478 et suivantes.; B. Dédinger, *L'Allemagne, l'association des pays et territoires d'outremer français et la politique communautaire de développement*, *Revue d'Allemagne et des pays de langue allemande*, vol. 31, nn.3-4, 1999, pp.500 et suivantes.; M. T. Bitsch, *Histoire de la construction européenne*, Paris, 1996, pp.116-7.

<sup>20</sup> Sur l'importance du thème africain dans les négociations pour la CEE voir P. Guillen, *L'avenir de l'Union Française dans la négociation des traités de Rome*, « *Relations internationales* », n.57, printemps 1989 ; R. Scheurs, *L'Eurafrique dans les négociations du Traité de Rome, 1955-1957*, « *Politique africaine* », n.49 ; J.-M. Palayret, *L'action diplomatique de Gaetano Martino entre marginalisation et médiation. Le couple franco-allemand face aux questions des Institutions et de l'association des pays et territoires d'Outre-mer dans la négociation des traités de Rome (1955-1957)*, in M. Saija (sous la direction de), *Gaetano Martino, Scienziato rettore statista (1900-1967)* Messine, Trisform, 2003; R. Girault, *La France entre l'Europe et l'Afrique*, in E. Serra (ed.), *The Relaunching of Europe and the Treaties of Rome*, Bruxelles, Bruylant, 1989.

<sup>21</sup> *Archive du Ministère des Affaires Etrangères – Paris (dorénavant MAE), Série Z Europe, sous série Italie, b.297, n.1584/EU, Fouques Duparc a Mae, direction d'Europe, « L'Italie et l'affaire de Suez », 15 septembre 1956.*

A l'ONU, pourtant, en dépit des tendances de l'opinion publique ou des tendances pro-arabes de quelques gouvernements, l'Italie respecte toujours son devoir de solidarité envers la France, en soutenant les thèses françaises sur le caractère «interne» des événements algériens et, par conséquent, sur l'«incompétence» des Nations Unies. Mais son appui n'est pas toujours acquis, il n'est jamais enthousiaste et ne manque pas d'être contesté par les partis d'opposition et par la presse, toutes tendances confondues. Les milieux politiques – Gouvernement, Ministère des Affaires Etrangères, Présidence de la République – ne croient pas vraiment au caractère d'«affaire interne française» de la guerre d'Algérie, et cela est bien évident depuis le tournant de l'été 1955 ; à maintes reprises, l'Italie s'efforce de faire comprendre à Paris la nécessité d'entamer des négociations avec le FLN, d'élaborer avec ce seul «interlocuteur valable» des projets de réforme viables, bref l'impossibilité de gagner le «match» algérien par la force. Mais l'Italie ne peut pas condamner la France à New York: on craint, si l'on met en accusation à l'ONU la France de la IV République, de provoquer la réaction des milieux les plus conservateurs et faciliter ainsi un tournant autoritaire en France; après le retour du général de Gaulle au pouvoir, on estime qu'il faut lui faire confiance<sup>22</sup>. L'arrivée du général de Gaulle au pouvoir est accueillie avec réserve en Italie, puisqu'on craint une volonté d'exercer le pouvoir de manière autoritaire et de donner une nouvelle orientation à la politique étrangère de la France dans le domaine atlantique et européen<sup>23</sup>. Mais, pour ce qui concerne l'Algérie (discours sur «la paix des braves» en octobre 1958, discours sur l'autodétermination en septembre 1959), on fait confiance au nouveau Président français.

Au sein de l'Otan, l'Italie a du mal à accepter l'idée française de l'existence d'un danger communiste en Algérie, elle considère la guerre d'Algérie comme une guerre de décolonisation et non pas un conflit de nature bipolaire, mais, encore une fois, elle craint les conséquences de son refus d'appui sur la politique intérieure et étrangère de la France. Pourtant, bien qu'à aucun moment le gouvernement italien ne remette officiellement en cause la politique algérienne de la France, la prolongation de la guerre inquiète Rome, du point de vue aussi bien politique que militaire, puisque l'important contingent de troupes

<sup>22</sup> A. Villani, *L'Italia e l'ONU negli anni della coesistenza competitiva (1955-1968)*, Padoue, CEDAM, 2007.

<sup>23</sup> Voir E. Serra, *Il ritorno di De Gaulle e l'Italia*, "Nuova Antologia", 2174, 1990; E. Serra, *Il ritorno al potere del generale De Gaulle nel 1958. Una testimonianza e qualche commento*, in *De Gaulle et l'Italie*, Rome, Collection de l'École Française de Rome, 233, 1997, pp-125-151; G. Quagliariello, *1958 en France dans les documents des diplomates italiens in AA.VV., L'avènement de la V République. Entre nouveauté et tradition*, Paris, Armand Colin, 1999, pp. 276-297 ; P. Scoppola, *La Repubblica dei partiti. Profilo storico della democrazia in Italia*, Bologne, Il Mulino, 1990, pp. 313 et suivantes; R. Chiarini, *La fortuna del gollismo in Italia. L'attacco della destra alla "Repubblica dei partiti"*, "Storia contemporanea", vol. 33, n.3, juin 1992; P. Di Loreto, *La difficile transizione. Dalla fine del centrismo alle origini del centro-sinistra, 1953-1960*, Bologne, Il Mulino, 1993.

françaises en Algérie affaiblit le dispositif atlantique en Europe, clé de voûte de la défense italienne<sup>24</sup>.

Parallèlement au respect de la solidarité occidentale, on assiste, en Italie, y compris au sein du parlement et du gouvernement, à la montée de la sympathie pour la cause algérienne. Malgré les avertissements français, l'Italie accueille sur son territoire des représentants du FLN, comme Ferhat Abbas, Président du GPRA depuis septembre 1958, qui se rend en Italie à plusieurs reprises. Entre juin et septembre 1956, se tiennent à Rome des pourparlers secrets entre des dirigeants du FLN et deux dirigeants de la SFIO, chargés par Guy Mollet de négocier un cessez le feu – pourparlers dont des hommes politiques italiens sont bien informés. Selon des sources françaises, l'Ambassade tunisienne à Rome oriente les déserteurs d'Algérie vers le front des rebelles. Selon les mêmes sources, beaucoup d'armes de fabrication italienne sont trouvées, en 1957, sur les combattants algériens.

La politique d'attention envers la question algérienne est poursuivie de façon tout à fait particulière par Fanfani, qui est l'un des partisans les plus farouches du néo-atlantisme et qui, pendant sept mois, de juillet 1958 à février 1959, est en même temps Président du Conseil, Ministre des Affaires Etrangères et Secrétaire Général de la Démocratie Chrétienne, c'est à dire du parti de majorité relative. Pendant son gouvernement, les preuves de «la complaisance envers le FLN» sont nombreuses, et les facilités accordées par le gouvernement italien à certains dirigeants du FLN de passage à Rome, remarquables. En particulier, Fanfani et le Président de la République Gronchi, participent, en octobre 1958, malgré les protestations françaises, au premier congrès méditerranéen de Florence organisé par le maire de Florence Giorgio La Pira – congrès auquel participe également l'avocat algérien Boumendjel. L'objectif de La Pira est de réunir ceux qui se font la guerre en Méditerranée et qui devraient, au contraire, rechercher la paix et l'harmonie. La Pira tient un langage de croyant chrétien, mais le fond de son message reçoit le consensus unanime des partis politiques italiens. L'objectif doit être l'indépendance de l'Algérie: à Florence la guerre que la France mène en Algérie depuis quatre ans est condamnée sans appel, car elle est considérée comme un affront à la logique, à la morale et à l'avenir<sup>25</sup>. La pression exercée par la France et les critiques auxquelles le gouvernement italien s'expose à cause de ce colloque, amènent Fanfani à faire montre, par la suite, d'une plus grande prudence.

<sup>24</sup> B. Bagnato, *Une solidarité ambiguë. L'OTAN, la France et la guerre d'Algérie 1954-1958*, «Revue d'histoire diplomatique» 2001, pp. 329-50.

<sup>25</sup> R.H. Rainero, *L'Italie entre amitié française et solidarité algérienne*, in J.-P. Rioux (sous la direction de), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990; E. Di Nolfo, *La percezione italiana dell'iniziativa gollista in Algeria*, in *De Gaulle et l'Italie, actes du colloque organisé par l'Ecole Française de Rome*, Rome, 1998, pp.155-168.

Mais, face à la sensibilité grandissante de l'opinion publique envers la cause algérienne, le soutien italien à la politique française en Algérie est de plus en plus difficile pour les gouvernements de Rome<sup>26</sup>.

En effet, à partir de l'été 1955 et notamment depuis 1956, face aux actions policières et à l'état d'urgence décrété à Paris en mars, l'opinion publique commence à suivre les événements algériens et reconnaître la légitimité de la revendication nationaliste. En août 1955, après le tournant de la guerre, des manifestations de protestation auprès des sièges diplomatiques français marquent la nouvelle attention de l'opinion publique et politique pour les «événements» d'Algérie. Dès 1956, la presse s'engage à suivre et faciliter cette évolution, en offrant, entre autres, un relais à la propagande des dirigeants du FLN ; toujours en 1956, un éditeur très connu de Milan, Giangiacomo Feltrinelli, publie «Algérie hors de loi» de Colette et Francis Jeanson, un ouvrage réédité plusieurs fois. A la fin de 1956, le journal «Il Popolo», organe de la Démocratie Chrétienne, parle ouvertement de «patriotes» algériens – ce qui n'est pas fait pour rassurer l'Ambassade de France à Rome<sup>27</sup>; le 30 août 1957, le quotidien indépendant «*Il Tempo*» publie un entretien avec Ferhat Abbas où le nationalisme algérien est comparé au *Risorgimento*<sup>28</sup>. Lors de la bataille d'Alger, la presse, dans ses comptes-rendus, compare les actions de répression menées par les Français aux ratissages de la période fasciste en Italie. Le bombardement de Sakiet Sidi Youcef, en février 1958, marque l'apogée de la prise de distance de l'opinion publique italienne, qui considère que la violence inutile et gratuite de l'action française remet en

<sup>26</sup> S. Murlane, *Malaise dans les relations franco-italiennes. Le premier colloque méditerranéen de Florence (3-6 octobre 1958), in Italie et Méditerranée, Mélanges de l'Ecole Française de Rome, 113-2001-1, pp.425-449 ; ID., L'Italie et la guerre d'Algérie : une diplomatie équivoque ?*, in P. Milza – R.H. Rainero (sous la direction de), *Colonialismo e decolonizzazione nelle relazioni italo-francesi*, Florence, Società Toscana per la Storia del Risorgimento, 2001, pp.171-185 ; B. Bagnato, *La Pira, de Gaulle e il primo Colloquio mediterraneo di Firenze*, in P.L. Ballini (sous la direction de), *Giorgio La Pira e la Francia. Temi e percorsi di ricerca da Maritain a de Gaulle*, Florence-Milan, Giunti, 2005, pp. 99-134; P. Fornara, *Giorgio La Pira e l'Algeria*, in R. H. Rainero (sous la direction de), *Italia e Algeria. Aspetti storici di un'amicizia mediterranea*, Milan, Marzorati, 1982.

<sup>27</sup> L' Ambassadeur français en Italie, Jacques Fouques Duparc, estime que « Les commentaires du Popolo et de l'agence Italia dépassent certainement la pensée de M. Fanfani.... Mais l'on retrouve dans leur attitude le souci qu'a ce dernier de suivre une politique étroitement calquée sur celle des Etats-Unis et l'espoir qu'il nourrit de recueillir ainsi, outre les faveurs de Washington, la possibilité pour l'Italie de jouer un grand rôle au Moyen-Orient à l'ombre des Etats-Unis ». AMAE, b.298, « Attitude de Il Popolo et de la démocratie chrétienne dans les affaires d'Algérie et du Moyen-Orient », J. Fouques Duparc à MAE, 4 janvier 1957.

<sup>28</sup> « Je connais bien – dit Abbas – l'histoire de votre pays et, particulièrement, celle de votre Risorgimento, qui offre plusieurs similitudes avec la lutte pour l'indépendance de notre peuple. Vous étiez une province autrichienne, et cela ne vous a pas empêché d'acquiescer votre indépendance... Pourquoi ce qui a été vrai pour l'Italie de l'époque ne peut-il pas être une réalité pour l'Algérie d'aujourd'hui ? ». « *Il Tempo* », 30 août 1957. Pour les réactions françaises voir AMAE, b.298, n.1439, 6 septembre 1957.

cause les bases mêmes de la présence morale de la France au Maghreb<sup>29</sup> et démontre, plus en général, que ce n'est pas par la force que Paris peut espérer de régler le problème algérien.

L'arrivée au pouvoir du général de Gaulle ne change pas beaucoup les choses pour l'opinion publique et les partis de gauche. Des journaux comme *L'Avanti*, socialiste, et *l'Unità* et *il Paese*, communistes, restent farouchement critiques envers la politique menée par la France en Algérie. Les communistes, qui représentent environ un quart de l'électorat italien, sont ceux qui poussent au plus loin l'expression de leur solidarité avec les nationalistes algériens. Ils s'emploient à faire connaître le drame algérien et ne manquent pas d'appuyer matériellement le FLN. La propagande s'exerce par voie de presse, par le biais d'interventions de députés au parlement ou d'initiatives de mobilisation militante, qui vont d'une manifestation sous les fenêtres de l'Ambassade de France à Rome, en juin 1958, à l'organisation de «La semaine d'Algérie», du 2 au 8 décembre 1960, avec des manifestations dans la plupart des villes italiennes. Les services français soupçonnent le Parti Communiste d'accorder une aide financière au FLN par l'intermédiaire du sénateur d'origine tunisienne Maurizio Valensi. Le PCI (Parti Communiste Italien), par l'intermédiaire de la section italienne du Congrès mondial pour la paix, organise, en 1959, une collecte pour les réfugiés algériens, tandis que l'organisation des jeunesses communistes envoie des médicaments au FLN<sup>30</sup>. En mai et juin 1960, une délégation algérienne est invitée en Italie par le Parti Communiste et, à la fin de 1960, un disque de «Chants de la révolution algérienne» est distribué dans toute la péninsule<sup>31</sup>.

Les manifestations de solidarité aux Algériens deviennent de plus en plus nombreuses dès 1960: publications, interviews, témoignages divulguent en Italie les raisons de la révolution algérienne et font connaître la réalité de la torture. Des délégations du FLN sont invitées en Italie et participent à plusieurs manifestations et rencontres.

Ces initiatives ne sont pas un monopole de la gauche italienne. Faisant écho au «Manifeste des 121» sur le droit à l'insoumission, lancé en France en septembre 1960, un groupe d'hommes politiques et d'intellectuels italiens de divers horizons adresse, en décembre 1960, une lettre au Secrétaire Général de l'ONU, Dag Hammarskiöld, pour lui demander de ne pas ménager ses efforts pour ramener la paix en Algérie.

<sup>29</sup> Voir Y. Brondino, *L'incidente di Sakiet Sidi Youssef e l'opinione pubblica italiana*, dans R.H. Rainero (sous la direction de), *Italia e Algeria. Aspetti storici di un'amicizia mediterranea*, Milano, Marzorati, 1982, pp. 329-356.

<sup>30</sup> S. Mourlane, *La guerre d'Algérie dans les relations franco-italiennes*, « *Guerres mondiales et conflits contemporains* », n.217, 2005, pp.77-90.

<sup>31</sup> F. Cresti-A.M. Gregni, *La guerra di liberazione algerina e l'Italia nella visione dei documenti diplomatici francesi*, « *Quaderni di Oriente Moderno* », « *Algeria. Il disastro e la memoria* », a.XXII, n.4, 2003, pp.47-94.

Cette démarche est suivie de la constitution, au début de l'année 1961, d'un comité italien pour la paix en Algérie qui se prononce encore plus nettement pour l'indépendance algérienne. Ce comité, promu par la Démocratie Chrétienne, le Parti Socialiste, le Parti Social-Démocrate, le Parti Républicain, le Parti Libéral et le Parti Radical (le Parti Communiste étant exclu pour des raisons idéologiques) a l'objectif d'œuvrer «en faveur de la paix et de l'indépendance du peuple algérien», tout en réaffirmant «la volonté et la nécessité de l'amitié entre le peuple français et l'Italie». Ce comité, qui édite pendant une année la revue «Algeria»<sup>32</sup>, représente une expression alternative à celle du Parti Communiste pour les partis politiques qui, tout en reconnaissant le droit de l'Algérie à son indépendance, aspirent à sauvegarder de bonnes relations avec la France. Ce genre d'initiatives obtient une certaine visibilité chez l'opinion publique, qui suit avec intérêt, par exemple, un rencontre-débat avec le représentant du GPRA, Tayeb Boulharouf, qui se tient au Théâtre dei Satiri de Rome à la veille de la conférence de Jean-Paul Sartre, le 12 décembre 1961, qui attaque la politique de la France en Algérie et a un grand retentissement.

En conclusion, l'opinion publique italienne, dans sa presque totalité, a suivi avec sympathie et participation la guerre algérienne pour l'indépendance.

Quant aux forces politiques, le droit de l'Algérie à son indépendance est reconnu par la presque totalité des partis – les partis de droite étant partagés à ce sujet. Pour ce qui est des gouvernements italiens, la reconnaissance du droit à l'indépendance est claire, mais elle doit composer avec la nécessité de ne pas saper les relations avec la France. Tenir compte simultanément de ces deux exigences n'est pas facile. Les Français en sont tout à fait conscients. En avril 1962, au lendemain des accords d'Evian, l'Ambassadeur français en Italie, Gaston Palewski, écrit au Quai d'Orsay que les accords ont été accueillis par le gouvernement italien avec «un indiscutable soulagement et une satisfaction sans restriction», puisque «la poursuite de la guerre d'Algérie constituait, pour l'Italie, amie de la France, un sérieux handicap à la politique arabe qu'elle entend mener.

<sup>32</sup> Voir R. H. Rainero, *Un aspetto della solidarietà italiana con l'Algeria insorta : il periodico Algeria di Roma e la sua importanza politica*, in R. H. Rainero (sous la direction de), *Italia e Algeria. Aspetti storici di un'amicizia mediterranea*.

Les autorités italiennes auraient prouvé des difficultés croissantes à justifier... la poursuite du soutien... que l'Italie n'a cessé d'apporter à la France»<sup>33</sup> .

Les paroles de l'Ambassadeur français offrent, à mon avis, une synthèse efficace des difficultés que les gouvernements italiens eurent à surmonter pendant la guerre d'Algérie pour garantir leur appui politique à Paris, tout en reconnaissant la légitimité du droit de l'Algérie à son indépendance. La stratégie de Mattei, s'appuyant sur de solides soutiens politiques, exprimait à haute voix ce qui, au niveau des relations entre les deux gouvernements, ne pouvait que se traduire dans un langage fort prudent.

**Mattei : le pétrole, mais pas seulement le pétrole.** En novembre 1957, Mattei est invité par le Centre d'Etudes de Politique Etrangère de Paris à tenir une conférence. A cette occasion, le Président de l'Eni affirme que «le pétrole est une ressource politique par excellence, depuis l'époque où son importance était plus stratégique qu'économique. Il s'agit maintenant de l'utiliser au service d'une bonne politique, dénuée de souvenirs impérialistes et colonialistes, qui vise au maintien de la paix et au bien-être de ceux qui, grâce à la nature, sont les maîtres de cette ressource, ainsi que de ceux qui l'utilisent pour leur développement économique»<sup>34</sup>.

Les paroles prononcées par Mattei constituent une sorte de devise de sa pensée politique et économique, et peuvent aider à comprendre sa complexité (ou bien sa simplicité). Avant tout, dit Mattei, le pétrole est une ressource politique, c'est à dire que parler de pétrole entre la fin des années cinquante et le début des années soixante est, en soi, un discours politique. Ce rapport de symbiose entre politique pétrolière et politique tout court se montre au grand jour avec la naissance de l'OPEP, l'association des pays producteurs, en 1960<sup>35</sup>, mais il pointe déjà pendant la deuxième moitié des années cinquante, notamment après la crise de Suez, qui, par ses origines et ses effets, est une crise à la fois économique et politique.

<sup>33</sup>AMAE, *Mission de Liaison pour les Affaires algériennes*, b.40, "L'Italie, les accords d'Evian et les perspectives maghrébines », 12 avril 1962.

<sup>34</sup>Archives Eni Rome, *Secrétariat Mattei, correspondance*, b.76, fascicule 168, "Conferenza al centro di studi di politica estera", Paris, 22 novembre 1957.

<sup>35</sup>Sur les origines de l'OPEP voir D. Yergin, *Il premio. L'epica storia della corsa al petrolio*, Biblioteca Agip, Milan, Sperling e Kupfer, 1996, pp. 439 et suivantes (traduction italienne de *The Prize*, Simon & Schuster inc., 1991); L. Mossley, *Power Play: Oil in the Middle East*, Londres, Weidenfield and Nicholson, 1973; R. A. Stone (ed.), *Opec and the Middle East: The Impact of Oil on Social Development*, New York, 1977; B. Shwadran, *The Middle East, Oil and the Great Powers*, Londres, Boulder, 1985; I. Skeet, *Opec: Twenty-Five Years of Prices and Politics*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

Deuxième aspect: Mattei affirme que le pétrole doit être mis au service d'une politique visant, en même temps, au bien être des pays producteurs et des pays consommateurs. Autrement dit, la stratégie pétrolière du monde occidental doit changer. En considérant que l'axe Nord-Sud issu de la décolonisation est devenu, après Bandung, l'une des deux lignes de confrontation du système global, il s'agit d'établir sur des bases nouvelles les rapports entre l'Occident industrialisé et ce qu'on commence à appeler le Tiers Monde. A la lumière de cette évolution et compte tenu du caractère politique des matières premières, la question pétrolière se pose en des termes nouveaux: elle devient le terrain où se décide l'avenir du rapport entre le monde capitaliste occidental et les pays qui détiennent les ressources indispensables à sa croissance. La formule d'Eni, celle de 75-25%, reflète ce changement : elle implique le choix d'une collaboration entre compagnies pétrolières et pays producteurs. Un principe révolutionnaire, qui apparaît scandaleux à ceux qui, en Italie et à l'étranger, refusent de voir au-delà du présent et des intérêts économiques immédiats. Il montre que Mattei est parfaitement conscient du fait qu'il faut changer les termes des rapports entre les pays de l'Occident capitaliste et les pays producteurs, afin de garantir à ces rapports un développement harmonieux et non conflictuel.

Le projet économique et politique de Mattei se base sur ces préalables, qui ne peuvent être accueillis qu'avec froideur et opposition par les compagnies pétrolières, qui visent à maintenir leur privilèges, ainsi que par les gouvernements qui, en dépit du rythme croissant du processus de décolonisation, ont du mal à accepter la perte de leurs empires. Ceci explique leur hostilité envers le Président d'Eni. Une hostilité qui, pour la France, se focalise sur le Maghreb, notamment sur l'Algérie en guerre.

Le projet de Mattei ne peut, en effet, ne pas concerner l'Algérie en lutte pour son indépendance – une lutte que le Président d'Eni considère évidemment légitime, à l'instar de toutes les luttes de tous les peuples pour l'indépendance.

Mattei ne dissimule pas ses orientations. Sa position en faveur d'un dénouement de la crise fondé sur la reconnaissance du fait national algérien a pour tribune un quotidien, «Il Giorno», que Mattei fait paraître à partir du 21 avril 1956. Parmi les organes de presse italiens, c'est l'un des journaux qui s'engagent le plus activement à divulguer auprès de l'opinion publique un sentiment favorable aux Algériens, et le plus critique envers la politique française. Mattei incarne la bête noire du Quai d'Orsay en Afrique du Nord, car il ne se limite pas à saper les positions traditionnelles françaises au Maroc et à signer des accords dans le domaine pétrolier avec Rabat et Tunis, mais il s'immisce dans les affaires algériennes pour développer une coopération plus étroite avec le FLN.

En novembre 1957, «Il Giorno» publie un éditorial du directeur, Gaetano Baldacci, qui conteste le titre de propriété de la France sur le Sahara et réclame la paix en Algérie.

Dans cet article, ayant pour titre « A qui appartient le Sahara ? », Baldacci écrit que la France n'a d'autre choix que « traiter avec les pays qui tiennent entre leurs mains le robinet du pétrole... D'où la nécessité, reconnue par les Français de bon sens, d'un accord politique général avec les pays indépendants de l'Afrique du Nord et d'une paix véritable en Algérie »<sup>36</sup>. Pour le Quai d'Orsay, les opinions de « Il Giorno » sont les opinions de Mattei<sup>37</sup>, que la France considère comme le chef d'une entreprise qui est devenue « l'annexe principale de la politique extérieure de l'Italie en Méditerranée »<sup>38</sup>. Si l'Ambassade de France en Italie s'efforce, comme écrit Palewski dans ses mémoires, de « créer des liens d'intérêts entre Mattei et la France »<sup>39</sup>, Mattei reste sourd à ces offres<sup>40</sup>, il oppose son refus à l'hypothèse de collaborer avec la France à l'exploitation des richesses sahariennes puisqu'il estime qu'il faut négocier un accord avec l'Algérie indépendante et non pas avec la France<sup>41</sup>. Mattei, donc, malgré les offres de collaboration de Paris, continue à suivre avec une attention bienveillante les revendications du FLN. Une attention et une bienveillance partagées par les hommes du monde politique et culturel italien qui se reconnaissent dans le néo-atlantisme, au sein duquel l'Eni de Mattei représente, si l'on peut dire, le bras séculier.

Ce n'est donc pas étonnant que Mattei soutienne financièrement le colloque méditerranéen de Florence organisé par La Pira. Ce n'est pas étonnant non plus que Mattei représente une source constante de préoccupation pour la diplomatie française. A la fin de l'année 1958, Mattei établit des liens directs et personnels avec des membres importants du FLN. A partir de ce moment, le SDECE le place sous surveillance. Selon les services de renseignements américains, Mattei dispose en Algérie d'un correspondant officieux en la personne d'Italo Pietra, ancien secrétaire du Parti Social-Démocrate et envoyé du « Corriere della Sera ». Plus tard, un autre journaliste, Mario Pirani, est désigné « son représentant personnel permanent auprès du GPRA à Tunis »<sup>42</sup>. Selon certaines sources, Mattei ne se contente pas d'entretenir, directement ou indirectement, des

<sup>36</sup>G. Baldacci, *Di chi è il Sahara?*, "Il Giorno", 7 novembre 1957<sup>37</sup> AMAE, b.298, m.1770, 8 novembre 1957.

<sup>38</sup> AMAE, b.183, n.1179/EU, 26 novembre 1959.

<sup>39</sup>Palewski écrit : "Nous étions au milieu de la guerre d'Algérie et, sous l'influence de Mattei auquel sa politique pétrolière imposait un préjugé favorable au panarabisme, l'Italie avait tendance à réserver un bon accueil aux représentants du FLN"; G. Palewski, *Mémoires d'action, 1924-1974*, Paris, Plon, 1988, p.269.

<sup>40</sup>I. Pietra, *Mattei la pecora nera*, Milano, Sugarco, 1988, p.206.

<sup>41</sup>Je me permet de renvoyer à B. Bagnato, *Petrolio e politico. Mattei in Marocco*, Florence, Polistampa, 2004, passim

<sup>42</sup>Voir M. Pirani, *Mattei e l'Algeria*, in F. Venanzi – M. Faggiani (sous la direction de), *Eni un'autobiografia*, Turin, Sperling e Kupfer, 1994, pp.183-184; G. Ruffolo, *Mattei e la politica*, in F. Venanzi – M. Faggiani (sous la direction de), *Eni un'autobiografia*, Turin, Sperling e Kupfer, 1994, p.124; M. Pirani, *Poteva andare peggio. Mezzo secolo di ragionevoli illusioni*, Milan, Mondadori, 2010, pp. 289 et suivantes.

contacts avec les Algériens<sup>43</sup>, mais, afin de préparer l'avenir, c'est à dire l'indépendance, il leur apporterait une assistance matérielle. Ce qui est sûr, c'est qu'il prend en charge la formation des futurs cadres de l'industrie pétrolière algérienne dans les écoles de l'Eni à San Donato Milanese. Il est soupçonné d'avoir proposé du carburant aux forces de l'ALN aux frontières tunisienne et marocaine. Les services secrets français affirment avoir obtenu un contrat, signé entre Mattei et Fehrat Abbas, dans lequel le Président de l'Eni s'engage à fournir des armes aux rebelles. Eugenio Cefis, le successeur de Mattei, avec qui j'ai eu la possibilité de parler de ces aspects du soutien de Mattei aux Algériens, a affirmé qu'il n'y a pas eu un accord concernant la livraison d'armes, mais que la sympathie d'Eni pour le FLN et son empressement à l'égard des Algériens étaient remarquables<sup>44</sup>. Même s'il n'y a pas eu un accord en matière d'armes, il y a la preuve documentaire qu'en juin 1960, le Ministre des Affaires Extérieures du GPRA, Krim Belkacem, fait parvenir à Mattei ses remerciements «pour l'aide morale et matérielle» qu'il a assuré au FLN<sup>45</sup>. Il s'agit, entre autres, d'une aide technique : lors des négociations d'Evian, les services de l'Eni aident la délégation algérienne à élaborer un projet de traité avec la France sur l'exploitation des ressources du Sahara<sup>46</sup>.

Pour conclure, si l'on ne peut pas douter de « l'aide morale et matérielle » de Mattei au FLN, il faut remarquer qu'il n'est pas le seul à avoir de la sympathie pour la cause algérienne. La diplomatie italienne et le monde politique italien dans leur ensemble, bien qu'attentifs aux réactions françaises, sont de plus en plus convaincus que l'indépendance de l'Algérie ne peut pas être niée, que le colonialisme appartient au passé et que la fin de la guerre est nécessaire. De ce point de vue, Mattei est l'interprète d'une ligne politique précise, qui, pour des raisons d'opportunité, reste parfois souterraine dans l'action pratique mais qui est néanmoins bien présente à l'esprit des décideurs politiques italiens, et partagée par l'opinion publique.

<sup>43</sup>Archives de l'Economie et des Finances - Paris, b.10777, Note d'information personnelle, « Quelques aspects des activités extérieures de M. Enrico Mattei en Afrique et en Europe », 331/III E, le 7 juillet 1961.

<sup>44</sup>Témoignage de M. Eugenio Cefis, 17 avril 2003.

<sup>45</sup>Archives Eni, Secrétariat Mattei, b.59, lettre du 28 juin 1960.

<sup>46</sup>Archives Eni, fond Interviews, n.47, M. Mario Pirani, "Colloquio di Mario Pirani con Vincenzo Gandolfi. Ricordi e riflessioni di un ex-ambasciatore di Metanopoli", Rome, 22 ottobre 1992.



*Enrico Mattei dans son bureau*



*Enrico Mattei, Président de l'Eni*

- **La «Diplomatie Parallèle» de l'Eni et le rôle des « hommes de Mattei » dans les pays de l'Afrique du nord**

*Lucia Nardi, Responsable Initiatives Culturelles Eni – Rome*

La Mer Méditerranée – mare nostrum selon la définition qu'affectionnaient les anciens – a toujours été au centre de l'histoire européenne. Limite, zone de libre échange, frontière "en mouvement", cette grande surface d'eau a été dans l'histoire un véritable melting-pot pour les peuples qui se sont succédés sur ses côtes.

Elle a été un lieu de rapprochement, d'échanges et de fusion de civilisations différentes qui sont entrées en contact grâce au commerce, à la culture, à la philosophie. Les traditions et les savoirs, capables de dépasser les frontières nationales et fusionner, ont toujours voyagé plus facilement par mer que par terre.

En Méditerranée, l'Italie, une bande de terre du vieux continent tournée vers l'Afrique, a eu depuis toujours une position géographique privilégiée, comme si elle était une charnière entre les cultures de peuples différents par origine, histoire et religion.

A partir de la fin des années 50, Eni a marqué cette histoire d'une manière reconnaissable. En Italie, pendant les années du boom économique européen, Enrico Mattei a été le premier entrepreneur à voir la nécessité de rétablir une coopération économique en Méditerranée, en particulier avec les pays d'Afrique du Nord, lesquels, sortis définitivement de la domination coloniale, se préparaient à entrer dans un marché difficile et compétitif comme celui de l'énergie. C'est aussi pour cette raison qu'en 1955, à Metanopoli, voit le jour l'Ecole Supérieure d'Etudes sur les Hydrocarbures, instituée par Mattei avec la fonction spécifique de former les dirigeants et les cadres italiens et étrangers pour travailler à l'étranger. Une école d'affaires pour licenciés universitaires qui, pour la première fois, parle de concepts encore peu connus dans le marché de l'énergie, tels que respect, internationalisation, dialogue.

Dans le patrimoine génétique d'Eni, la collaboration avec les communautés a toujours été un élément auquel on ne peut renoncer. C'est Mattei lui-même qui demande à ses dirigeants de s'installer en Libye, au Maroc, en Tunisie, en Egypte avec leurs familles, et partager la vie quotidienne avec les populations locales. Dans les villages et les campements d'Eni, on expérimente une fusion entre traditions et habitudes qui s'était interrompue pendant la deuxième guerre mondiale et que le commerce pétrolier, redéfini sur de nouvelles bases contractuelles, est capable de récréer en l'espace de quelques années.

Des années décisives pour le destin de l'Europe, qui, prise dans l'étau de la Guerre Froide, fait face à un casse-tête politique complexe entre les pays du bloc de l'Otan et ceux philo-soviétiques. Grâce à l'audace visionnaire de Mattei, Eni réussit à gagner un rôle d'interlocuteur économique de la région méditerranéenne, en accompagnant à plusieurs reprises l'élan indépendantiste des pays de l'Afrique maghrébine, dont elle fut porte-parole et défenseure. Pour Mattei, la seule manière d'établir une coopération dans la zone sud de la Méditerranée était l'abandon de la logique coloniale qui avait jusqu'alors caractérisé l'action des grandes compagnies pétrolières. Le fondateur d'Eni affirma plusieurs fois que le pétrole appartient aux pays qui le produisent. Pour réaliser des ententes avantageuses, il faut donc être en syntonie avec les intérêts et les objectifs des Etats où l'on travaille, partager une stratégie, participer ensemble aux défis que la recherche comporte. Une approche, celle de Mattei, qui partageait les théories "tiers-mondistes" vers lesquelles s'orientaient, à l'époque, les voix d'intellectuels européens prestigieux comme Jean Paul Sartre et Michel Foucault.

Passé sous la direction de Nasser, l'Egypte est le premier pays de la Méditerranée à connaître l'application de la célèbre "formule Mattei", une formule contractuelle innovante pour l'époque, qui prévoyait la participation directe et l'égalité décisionnelle des pays producteurs de pétrole brut par la constitution de sociétés mixtes. Comptant sur son grand rapport personnel avec Nasser, Mattei décida d'investir en Egypte quand peu de compagnies internationales croyaient à un futur pétrolier dans ce pays. Le contrat conclu en 1955, dans une discrétion totale, ne sera connu par les autorités italiennes que l'année suivante, ce qui provoqua la colère du gouvernement italien, qui n'avait pas préalablement autorisé cet accord. Six ans plus tard, en 1961, il y eut la première découverte importante de pétrole dans la concession de Belaym – qui reste, aujourd'hui encore, le champ le plus étendu du pays – et, à la fin des années 60, la découverte d'un gisement de gaz naturel à Abou Madi, considéré actuellement comme le plus productif de la Mer Rouge. A partir de l'Egypte, le symbole du «chien à six pattes » commence ainsi à être de plus en plus associé à l'idée de changement, de progrès réalisable, d'opportunité de travail pour tous. Ce sont les hommes de Mattei, envoyés sur place, qui se font les porte-parole de ce changement de cap de l'économie pétrolière. Le premier noyau de la direction pour les rapports avec l'étranger prend forme pendant ces années-là comme une sorte d'intelligence internationale formée d'une série d'observateurs chargés d'étudier le marché local et de collecter systématiquement des données sur la concurrence. Une formule imitée par la suite par d'autres compagnies italiennes, comme

Fiat, Iri et Montedison. Pas seulement: grâce à ses hommes, Mattei réussit à donner vie à une sorte de «diplomatie parallèle» en mesure de tisser des manœuvres politiques en même temps que celles économiques, indépendamment des ambassadeurs en place. C'est Mattei en personne – comme se souvient l'un de ses collaborateurs, Giuseppe Accorinti – qui conseille aux responsables locaux de ne pas passer par les ambassades, coupables, très souvent, d'entraver la marche des entreprises par des autorisations préalables, des permis signés, des visas et des communications officielles.

La désinvolture de Mattei à entrer en contact direct avec ses interlocuteurs, même avec l'Union Soviétique en 1960, déclenche une attaque très dure de la presse en Italie. L'un des journalistes accusateurs les plus influents de l'époque est Indro Montanelli, qui, dans les colonnes du quotidien *Il Corriere della Sera*, compare le fondateur de l'Eni à un seigneur féodal d'une époque révolue: «Mattei négocie directement avec les Gouvernements étrangers, comme il l'a fait avec le gouvernement russe, en engageant l'Etat italien. Il donne des ordres à nos ambassadeurs à l'étranger. Je ne sais pas si le lecteur se rend compte de l'énormité de cela. Mais je crois que dans aucun pays occidental des choses pareilles ne se sont produites depuis la fin du féodalisme».

Au sujet du pouvoir de la diplomatie parallèle d'Eni, on connaît un épisode concernant la construction du barrage d'Assuan. Mattei se trouvait au Caire avec deux de ses précieux collaborateurs, Renzo Cola et Italo Ragni. Les Egyptiens devaient décider à qui attribuer les travaux de ce célèbre barrage, d'une importance historique et stratégique pour le pays. La situation évoluait vers l'attribution du marché à des entreprises soviétiques, ce qui aurait certainement comporté une plus grande pénétration de celles-ci dans le continent africain. Mattei, estimant que c'était une grave erreur des occidentaux, harcela de coups de téléphone le Président du Conseil Fanfani, dans le but de faire pression sur les Américains et les Anglo-français et formuler une contre-proposition.

En poursuivant le long de la côte qui, de Port Saïd, va vers l'Ouest, on arrive de l'Egypte en Libye, un pays où l'on réussira à identifier d'importants gisements après plusieurs tentatives. Grâce au travail politique intense de Francesco Guidi, le nom d'Eni devint, dans ce pays, presque une carte de visite «spéciale» qui s'ajoutait aux lettres de créances diplomatiques officielles. Les techniciens envoyés dans l'exploration historique de Bou Attifel et Bourï, se souviennent encore qu'il suffisait de dire le nom de Mattei pour passer tous les barrages de la police locale. Au travail, chaque italien obtenait la plus grande disponibilité, des syndicats locaux mais aussi des personnes. Un important «bâtitteur» de liens diplomatiques durant ces années-là, a été Luigi Meanti, à qui l'on doit l'intérêt grandissant de Mattei pour le gaz nord-africain. Une aventure qui connut des échecs, au moins au début. En 1958, Mattei avait vu un grand contrat de recherche, pratiquement déjà finalisé avec le gouvernement

libyen, lui échapper. Il ne manquait que la signature quand, soudainement, la Libye se mit d'accord avec les entreprises américaines Esso et Occidental et poussa le Premier Ministre libyen à démissionner – démission organisée pour faire en sorte que Mattei perde un point d'appui fondamental. En Libye, comme dans beaucoup d'autres pays, les fruits de la politique énergétique de Mattei n'apparaîtront que quelques années après sa mort. C'est le cas, en 1965, pour un contrat d'achat de gaz liquéfié libyen, qui suscita un grand tapage sur le marché. Il s'agissait, en effet, du premier contrat de ce type pour l'Italie et d'un accord parmi les plus importants conclus en Europe jusqu'alors. L'accord prévoyait la livraison de trois milliards de mètres cubes de gaz – une quantité impensable à l'époque – par des méthaniers qui devaient parcourir la Méditerranée jusqu'à Panigaglia, dans le golfe de La Spezia.

Outre l'Egypte et la Libye, Mattei avait deviné depuis longtemps les grandes potentialités énergétiques de l'Algérie, et, par conséquent, il soutint, avec une grande intuition politique et entrepreneuriale, le mouvement d'indépendance mené par le Front de Libération Nationale. Pour gérer avec la discrétion nécessaire le rapport délicat avec l'Algérie, il constitua ce qui fut officiellement présenté comme un bureau des relations avec la presse dans les pays du Maghreb, ayant son siège dans une villa près de Tunis. La tâche fut confiée au journaliste Mario Pirani, actuellement au quotidien La Repubblica. Pendant qu'il entretenait des rapports avec la presse tunisienne, Pirani dirigeait en même temps une équipe de techniciens qui assistait le gouvernement algérien en exil à dessiner les futurs scénarios énergétiques du pays une fois la guerre terminée. L'observatoire tunisien – il sera ainsi appelé plus tard – était en réalité une structure d'appui aux émissaires algériens qui devaient transiter par l'Europe et avaient besoin d'obtenir des passeports et des permis de séjour.

C'est Pirani lui-même qui raconte dans une interview la crédibilité gagnée en peu de temps par cette diplomatie parallèle, qui mettait dans un sérieux embarras les autorités du Ministère italien des Affaires Etrangères, souvent forcées de réagir en retard, dans le sillage d'Eni. L'épisode du texte sur la question pétrolière préparé par le bureau d'études de Mattei pour les Algériens en vue de l'armistice avec les Français à Evian, est célèbre. Cet écrit suggérait, en particulier, la création d'une structure publique comme base de l'activité pétrolière à réaliser en joint-venture avec d'autres compagnies. L'institution de l'Office du Pétrole Saharien sera le fruit de ces suggestions: un organisme mixte, présidé par un algérien et dirigé par un Directeur Général français proche du général de Gaulle et en contact direct avec Pirani, qui gagna rapidement l'appellation «d'Ambassadeur de la République de Metanopoli».

Les dépêches de Pirani étaient toujours très détaillées. Leur premier destinataire était

toujours Giorgio Ruffolo, Chef du Service des Relations Publiques et Etudes Economiques, que Mattei découvrit lorsque il travaillait à l'OCDE de Paris. C'était un autre homme de très grande envergure au sein d'une équipe qui, à l'époque, n'avait d'égal que le bureau d'études de la Banque d'Italie.

Pendant une période encore très chaude comme celle de janvier 1962, Pirani écrit à Ruffolo: «Mes sources d'information concordent et estiment qu'au sein du GPRA prévaut la tendance vers un accord rapide. La préoccupation dominante apparaît celle d'arriver, même au prix de compromis importants, à un règlement permettant au gouvernement de Ben Khedda de s'installer dans les meilleurs délais sur le territoire national. Etre sur place : ceci semble être l'impératif du moment. On ne peut pas exclure qu'une telle orientation porte, du moins pendant la période « transitoire », à une acceptation de fait du principe du partage». Il s'agit d'informations très précieuses qui anticipent les accords d'Evian de mars 1962.

Au-delà des questions purement énergétiques, Eni et l'Algérie sont protagonistes, durant cette période, d'un intense dialogue politique et culturel. En témoigne le rapport très étroit qui lie Enrico Mattei et le philosophe existentialiste Jean Paul Sartre, appelé à réaliser le scénario d'un film documentaire consacré à la cause algérienne. Le choix de Sartre n'est pas fortuit: connu pour ses convictions anti-impérialistes, cet intellectuel parisien connaissait de près les menaces de l'OAS. Les mêmes menaces adressées à Mattei en juillet 1961. Il est probable que ces deux personnages nourrissaient au fond une estime réciproque, une espèce de soif d'anticonformisme. En janvier 1962, Sartre, qui venait d'échapper à la tentative d'assassinat de l'OAS, rencontra à Rome le Président d'Eni. Le film prévoyait la collaboration de Franco Solinas (le scénariste de la Bataille d'Alger de Pontecorvo en 1966) et Sergio Spina, à l'époque un jeune opérateur de la télévision. Le scénario préliminaire fut régulièrement complété, tandis que le tournage en Algérie fut interrompu au lendemain de la mort de Mattei. En partie à cause de l'absence de son «inventeur» et en partie à cause du contenu accusateur du texte, le projet s'écroula. Sergio Spina chercha en vain de frapper à différentes portes pour obtenir des financements. La décision finale fut de céder les séquences filmées à la cinémathèque algérienne, où elles devraient se trouver jusqu'à ce jour. Mais il est très probable qu'en 1965, le réalisateur Ahmed Rachedi utilisa une partie de ces images pour un film documentaire ayant pour titre «*L'aube des damnés*», considéré par les experts comme le premier film sur l'indépendance réalisé par un cinéaste algérien.

En Tunisie, de même qu'en Algérie, l'effort diplomatique des hommes de Mattei contribua à renforcer la présence d'Eni en Méditerranée. Dans un discours de 1961 – jamais prononcé à cause d'autres engagements, mais conservé dans nos archives historiques – Mattei déclara croire à la décolonisation tunisienne «pas seulement pour des raisons morales de

dignité humaine, mais aussi pour des raisons économiques de productivité». En 1964, l'identification du gisement d'El Borma lui donnera raison, au point de faire de la Tunisie, pendant les trois années suivantes, la principale zone de production de brut du groupe. Le rôle de Pirani, dans ce pays aussi, s'avéra parfois décisif. Dans un rapport adressé à Ruffolo en février 1962, Egidio Egidi, le responsable de la recherche en Afrique Maghrébine, fut informé par Pirani que «Serept et Mobil ont identifié un gisement dans le Sud tunisien. Ses dimensions n'ont pas encore été vérifiées, mais les indices sont tous positifs. La nouvelle est sortie dans la presse. Sur cette question, j'ai toutefois eu la possibilité d'avoir une série de détails intéressants que j'ai communiqué au directeur de Sitep. Ce que les journaux ne savent pas, en effet, c'est que le relèvement effectué par Mobil n'aurait identifié que le point terminal du gisement pétrolier, tandis que la zone la plus intéressante serait située dans la concession qu'Eni a arrachée à la France!». Durant les années suivantes, le rôle d'Eni dans la création d'un système d'infrastructures pour le transport du gaz en Méditerranée, capable d'établir une liaison pas seulement économique mais véritablement logistique dans cette région, fut tout aussi décisif. En mars 1963, Pirani écrit qu'en Algérie, la question du gaz semble être plus intéressante que celle du pétrole: «Toute solution dans ce domaine reste ouverte. La zone d'exploitation la plus intéressante pour Eni est probablement celle de l'Est saharien, où travaillent de petites compagnies indépendantes dont l'activité pourrait être coordonnée par un gazoduc d'Eni à travers la Tunisie et le détroit de Sicile». Celles de Pirani semblent des paroles prophétiques si nous pensons aux développements de cette zone dans ce segment de marché. «Naturellement – poursuit l'envoyé – cette négociation doit être menée au niveau de Ben Bella. L'Organisme saharien peut servir comme plateforme technique et consultative de l'opération. De toute façon, le problème du gaz est décisif pour l'économie algérienne et, dans ce domaine, nous considérons déterminante l'expérience d'Eni, qui est la plus importante en Europe».

Celui du gaz est un secteur où les hommes de Mattei, grâce aussi à la diplomatie parallèle, arrivent avant les autres. La mise en œuvre des grands gazoducs de l'Europe Centrale dans les années 70 et du Transmed en 1983 – reliant l'Algérie, la Tunisie et l'Italie – contribue à consolider, dans les pays concernés, l'idée d'un lien «physique», une sorte de fil rouge capable de générer des effets positifs qui influencent jusqu'à nos jours les rapports, y compris diplomatiques, entre ces pays, en termes de confiance progressive, collaboration et bien-être.

Aujourd'hui comme hier, la Méditerranée continue d'être une zone d'intérêt stratégique pour Eni, qui vise à faire de cette mer de passage un véritable pivot énergétique au niveau européen. Durant ces dernières années, plusieurs accords bilatéraux, commerciaux et

de coopération, ont été conclus avec les pays du sud de la Méditerranée. Un résultat de cette coopération a été, par exemple, le plan d'action signé l'année dernière entre l'Italie et l'Egypte pour la période triennale 2009-2012, avec l'objectif de renforcer les relations commerciales par des réalisations d'infrastructures, des transferts de technologies, des encouragements à la création de joint-ventures et à la promotion de la coopération industrielle, de l'investissement et du commerce. Des accords de nature similaire engagent Eni au Maroc, en Libye, en Tunisie et en Algérie, signe que nous avons bien travaillé. Dans une perspective de Méditerranée «élargie», même la France, l'Espagne, la Grèce et la Turquie participeront au développement.

Il s'ensuit que, dans les prochaines années, l'Italie et l'Union Européenne devront soutenir de plus en plus les pays de la rive méridionale de la Méditerranée à réduire les asymétries qui empêchent à cette région de reconquérir le rôle de carrefour commercial qui lui appartient depuis toujours. Cela sera possible si les projets de coopération se multiplient, avec une vision à long terme, vision qui, outre faisant partie de l'ADN d'Eni, s'avère désormais essentielle dans un secteur aussi complexe que celui des infrastructures énergétiques et de la distribution des hydrocarbures. Malgré les conflits qui l'ont traversée depuis toujours, la Méditerranée vit et est florissante. C'est un vaste amphithéâtre où le répertoire change, mais où la créativité de ses acteurs n'a pas d'égal dans d'autres régions du monde. En poursuivant le chemin tracé par Enrico Mattei, Eni se porte candidat à être un pont idéal entre l'Europe et la rive nord-africaine et orientale de cette région. Nous savons qu'il s'agit d'un défi géographique, en plus que politique et commercial: un défi que nous acceptons, dans l'espoir de consolider la nouvelle frontière euro-méditerranéenne comme zone de stabilité, d'opportunités et de prospérité partagées par tous les pays riverains du mare nostrum.

- **Les souvenirs d'un ancien « ambassadeur » envoyé spécial de Mattei pour les affaires pétrolières au Maghreb**

*Interview à Mario Pirani, journaliste du quotidien «La Repubblica» et écrivain*

Q.(Mme Battaglia, Directeur de l'Institut Culturel Italien d'Alger) - M. Pirani, qui était pour vous Enrico Mattei?

R.(M. Mario Pirani)- C'était mon chef en ce qui concerne l'Algérie. C'est une histoire qui commence en 1961, la Guerre d'Algérie durait depuis des années, depuis la première rébellion de 1954, et désormais la guerre était devenue très sanglante mais on comprenait très bien, tout le monde savait que la bataille pour l'Indépendance était gagnée.

Il y avait eu encore des batailles, encore des morts, encore du sang... mais de l'ONU jusqu'aux Capitales Européennes, tout le monde était convaincu que les Algériens auraient obtenu leur indépendance.

Naturellement, il y avait différentes solutions, surtout du côté français. Entre temps, depuis deux ans déjà, les Français avaient essayé de convaincre Mattei de participer à l'exploitation du Sahara, pour le pétrole saharien, mais Mattei avait refusé (en disant): «je ne veux pas aller dans un Pays qui est en train de se battre pour son indépendance», il avait pris donc une position très ferme sur la question : ce n'était «pas une question de pétrole», mais avant tout, c'était une «question d'indépendance». Pendant l'été 1961, il m'a appelé, je m'en souviens... il était dans une petite villa de Borca di Cadore, dans les Alpes...il m'a appelé et.. m'a dit: «écoute, j'ai décidé, je vais t'offrir un engagement très important, tu iras à Tunis, où maintenant vient de se transférer le GPRA, c'est-à-dire le Gouvernement Provisoire de la République Algérienne. Tu vas tenir les rapports entre moi et le GPRA et vous allez préparer ... et essayer de donner aux Algériens ce que nous pouvons déjà donner à partir de maintenant pour établir les bases d'une liaison future quand il y aura l'indépendance».

Donc moi, un jour du mois d'Août 1961, je suis parti pour Tunis avec des lettres de présentation officielle pour le GPRA et pour les autres gouvernements du Maghreb sous couverture, on ne pouvait faire ces choses officiellement, étant donné que le Gouvernement italien faisait partie de l'Alliance Atlantique et avait aussi des relations avec le Gouvernement français qui ne permettaient pas de prendre la même position que M. Mattei; j'ai ouvert donc un bureau pour les rapports avec la presse en Afrique du Nord...c'était une couverture.

Le premier personnage que j'ai rencontré était le Ministre des Armements du GPRA, Boussouf, et à partir de ce moment, par la suite, j'ai rencontré le nouveau Président du GPRA, M. Benkhedda, qui avait remplacé Ferhat Abbas, après Krim Belkacem ...

et en un mot tout l'Etat Major du GPRA – j'ai en effet rencontré presque tout le monde qui comptait, j'ai eu aussi des connaissances amicales. Il y avait des jeunes hommes qui sont devenus après des personnalités, par exemple Ghozali d'un coté, Bélaïd Abdessalam de l'autre, qui étaient chargés des liaisons quotidiennes. Moi, j'ai commencé et j'ai proposé de ravitailler gratuitement l'Armée de Libération Nationale aux frontières- en Tunisie et au Maroc- en carburant nécessaire mais M. Boussof m'a répondu : «On vous remercie beaucoup et on remercie beaucoup Enrico Mattei pour son offre, mais nous avons déjà un accord d'un coté avec ESSO et de l'autre avec la SHELL pour le ravitaillement» -donc les occidentaux étaient arrivés avant. Mais nous avons dit : «oui, on sait que... mais demandez-nous si vous en avez besoin».

On s'est alors engagé pour soutenir la cause algérienne dans la presse italienne où l'on avait beaucoup d'influence, on s'est engagé pour aider les représentants algériens qui avaient besoin de voyager en Europe avec des visas italiens que l'on a essayé de leur faire avoir, on a offert – et les Algériens en ont profité- des postes à l'Ecole Nationale des Hydrocarbures pour préparer de futurs cadres.

Aussi beaucoup d'autres choses... Mais la chose la plus importante à mon avis a commencé avec les pourparlers d'Evian, pour arriver au traité qui devait à la fin établir le passage à l'indépendance.

Les pourparlers s'étaient engagés sur plusieurs questions ... militaires, civiles, politiques, mais il y avait aussi un dossier pétrolier. Le dossier sur le pétrole avait des côtés techniques peut-être un peu difficiles pour des combattants..

Pour bien comprendre... je fais un exemple: les Français insistaient sur la nécessité de séparer le problème saharien du problème de l'Algérie donc, en disant que le sous-sol était .. enfin que l'Algérie n'était pas le Sahara. A partir de ça ils essayaient de garder une espèce de souveraineté déguisée sur le sous-sol, avec des clauses difficiles à comprendre mais faciles à décrire...

Nous avons dit: «Les Algériens ne sont pas d'accord de céder sur la question de la souveraineté pétrolière du sous-sol. Mais il faut garder une collaboration technique avec les Français dans le sens qu'ils ont tout un background de connaissances sur le Sahara qu'il ne faut pas jeter... à l'eau, donc il faut essayer de faire une joint venture.

Si vous voulez nous sommes, à ce moment là...entrés, par quota, avec une participation italienne. L'amitié entre les Italiens et les Algériens permettait d'établir une «balance of power» avec les Français. La chose s'est passée précisément comme ça: en effet suite aux traités d'Evian, il fut décidé de créer un Office National des Hydrocarbures du Sahara, le Bureau Saharien ou en d'autres termes du pétrole saharien où il y avait à la tête un algérien, Lamine Khene, et un Directeur Général français qui était Claude Cheysson qui

devait devenir, par la suite, Ministre des Affaires Etrangères sous Mitterrand; c'était l'ancien chef de cabinet de Mendès-France au temps des accords pour la paix au Vietnam entre français et vietnamiens. Il était un homme très... «tiers-mondiste», dirait-on aujourd'hui, très éclairé et qui tenait beaucoup à l'accord entre les Algériens et l'Eni pour avoir une société comme l'Eni engagée au Sahara. Cela aurait également empêché les sociétés privées françaises de mettre les mains dans toute l'administration pétrolière.

Q :- Enrico Mattei, a-t-il connu directement... a-t-il eu des contacts, selon vos souvenirs, avec des Algériens du Front de Libération Nationale ?

R :- Il a eu des contacts avec le représentant du FLN et du GPRA à Rome, Boulahrouf, qui, je crois, est mort maintenant, et qui fut par la suite Ambassadeur d'Algérie à Rome. Mattei et Benkhedda se sont rencontrés dans une aéro-gare de la Sibérie pendant une tempête. Leurs avions avaient atterri, et le pauvre Benkhedda était habillé d'une façon très légère. Mattei lui a fait cadeau de son manteau. La chose m'a été racontée par Benkhedda, lui-même lors de notre rencontre... Ils ont parlé toute la nuit sur le futur de l'Algérie et de l'Eni.

Après Evian et après la libération, Mattei voulait aller en Algérie mais le 27 Octobre 1962 il est mort tragiquement, il n'a donc pas pu partir. A ce moment là, moi, j'avais, avec naturellement l'accord de Mattei, déjà établi un espèce de projet. Le projet regardait aussi le permis de recherche, que – et ça c'était l'idée de base, l'idée clou - de faire un gazoduc.

Je voudrais dire tout d'abord que le gaz algérien n'était pas exploité. Les Français s'étaient occupés du pétrole et à cette époque-là le gaz n'était pas considéré comme une ressource très importante; le seul qui la considérait importante était l'Eni de Mattei, qui avait commencé dans la vallée du Po. Nous avons proposé de faire un gazoduc qui partirait d'Algérie, passerait par le Maroc, traverserait Gibraltar, irait en Espagne, monterait en France et arriverait en Italie. La mission que j'avais, moi, était de faire comprendre l'importance du gaz, du méthane étant donné que l'Eni était la seule compagnie en Europe qui avait compris que le gaz était très important.

On avait surtout ravitaillé la vallée du Po. La nouvelle industrie italienne après la guerre a été reconstruite avec le gaz de la vallée du Po qui avait permis de reconstruire l'industrie italienne en prenant l'énergie à un prix très bas. On savait ce que ça voulait dire « le gaz du Sahara ». On avait dit que l'on était intéressé, en respectant les désirs de l'Algérie à exploiter cette nouvelle source d'énergie. A ce moment-là Claude Cheysson, dont je vous ai parlé, l'Ambassadeur français très amis de l'Eni et aussi de l'Algérie, dois-je

dire, personnage choisi par de Gaulle justement pour son profil non colonialiste, pensait, rêvait d'un gazoduc qui passerait par le Maroc, le détroit de Gibraltar, l'Espagne, la France et l'Italie. On avait parlé de ça avec Lamine Khene, Président algérien de l'Organisme Saharien et à lui aussi...cela semblait .....un rêve.

La chose très intéressante dans cette période c'est que les vieilles compagnies françaises essayaient de nous effacer, d'empêcher aux italiens d'entrer là dedans. L'Eni avait commencé à demander des permis pour faire la raffinerie. Quand j'ai vu Ben Bella, il m'a dit :«mais pourquoi êtes-vous intéressés à une autre raffinerie quand on a des problèmes de gaz et de pétrole?». Et moi je fis part à Mattei de cette conversation... encore un peu vague sur le gazoduc.

A un certain moment Cheysson qui était allé à Paris, rentre de Paris et m'appelle : « Viens à Alger tout de suite! ». Je suis parti pour Alger et il m'a dit: «Ecoute, de Gaulle m'a donné le feu vert si les Algériens sont d'accord, on pourrait faire ce gazoduc». A trois parts, trois sociétés triparties, algérienne, française et italienne et faire en sorte que ce gazoduc soit la base d'une politique énergétique européenne, ce dont avait toujours rêvé Mattei.

Il a dit: «jamais de rapports avec la France tant qu'elle occupe le sol algérien mais des rapports avec la France, l'Algérie et nous, une fois obtenue l'indépendance. Donc c'était justement son dessein, cet accord....»

Cheysson m'a dit: «vas-y, vas-y, retourne à Alger». C'est ce que j'ai fait, et on est arrivé à des accords beaucoup plus détaillés. Les Algériens à ce moment-là, avaient demandé une participation de 10% à l'AGIP, à notre réseau de distribution en Italie, en disant qu'ils allaient refournir l'Italie et qu'ils auraient voulu participer et avoir aussi quelque chose dans le réseau de distribution. Mais Mattei était mort, une vision si large, l'autre (l'ingénieur Cefis qui avait remplacé Mattei à la tête de l'Eni) ne l'avait pas, donc les Italiens refusèrent. Ce qui a gêné un peu les Algériens justement car tout l'accord se basait sur le fait de ne pas tomber dans le piège d'un protectionnisme français avec un autre accord. Il fallait une alliance forte italo-algérienne pour participer d'une façon paritaire avec les Français. Cela semblait un grand projet, comme j'ai vous l'ai dit, car Mattei pensait aussi en accord avec les Allemands, c'est-à-dire, à une plateforme européenne et maghrébine avec l'Algérie comme pivot pour établir une différente politique énergétique où il y avait cette formule des accords avec les Pays du tiers monde : les pays producteurs donneraient 75% aux producteurs et 25% à l'Eni. Donc c'était une formule extrêmement avancée qui effaçait la vieille formule des compagnies et il y avait cette idée de baser une politique énergétique sur le gaz algérien avec l'alliance entre la France et l'Italie.

A ce moment là, tout semblait marcher. D'un jour à l'autre tout a été annulé, car Cefis s'est mis d'accord avec les Américains d'ESSO, il a annulé cet accord que moi, j'avais établi

sur la base des indications de Mattei. Il a acheté le gaz à la Libye pour le faire transporter liquéfié par bateau, par méthanier en Ligurie. Il a donc laissé tomber toute notre politique vis-à-vis de l'Algérie et des pays du tiers monde à ce moment là, avec une déception politique très forte. Je ne parle pas de moi, parce que je ne suis qu'un individu, mais de la déception, dans la presse algérienne comme El Moudjahid, qui a été grande et que le gouvernement algérien a manifesté et déclaré.

Quand moi j'ai demandé à Cefis pourquoi il avait fait ça, il m'a dit: «Mais, enfin, Mattei était un grand rêveur, il pensait qu'il fallait faire de grands investissements en Algérie comme dans d'autres pays du Tiers Monde, mais le pétrole.... ça coûte deux dollars au baril, même pas ! Pourquoi faire ces grands investissements ?

Autrefois c'était ça l'idée... Mais Mattei n'était pas un rêveur: il pensait que dans quelques années il y aurait une crise pétrolière car selon lui les pays producteurs n'accepteraient pas de suivre encore l'exploitation de la part de grandes compagnies. Donc il y aurait sûrement une crise pétrolière, le prix du pétrole serait monté et il aurait été beaucoup mieux de s'accorder sérieusement avec les pays producteurs pour travailler ensemble avec une politique pas antiaméricaine, mais quand même une politique autonome. Mattei se préparait aussi à rencontrer Kennedy (mais il mourut avant)... Donc une politique différente... américaine et européenne... Tout ça, a sauté au nom du réalisme mais c'était le réalisme de qui pensait que l'on aurait pu continuer encore pendant des années avec le pétrole à deux dollars. Mais les rêveurs au contraire étaient plutôt les soi-disant réalistes et non le rêveur Mattei, qui avait au contraire une vision sur laquelle il basait sa politique étrangère et pour laquelle il a engagé des hommes comme moi... Enfin, il y avait d'autres personnages pas liés, dirais-je, au milieu conservateur italien, qui comprenaient que ce n'était pas un rêve, mais c'était une chose qui se basait sur une analyse sérieuse de la situation. Tous mes amis algériens étaient déçus...

Il a fallu dix ans pour que l'on arrive à un accord, l'accord pour le gazoduc, sous la Méditerranée, qui passe par la Sicile. Le jour de l'inauguration du gazoduc, il y a eu une manifestation du gouvernement algérien, moi, j'étais dans la tribune de presse, j'ai vu Ghazali qui alors était ministre.

Lui m'a vu et m'a appelé: «Mais qu'est-ce que tu fais là? Tu es notre frère! Viens ici!». Il m'a dit: «Si l'on avait fait l'accord que l'on aurait voulu faire avec toi, il y a dix ans, il aurait été plus facile et avec une situation différente, mais viens ! T'es avec nous ». Il m'a embrassé comme... un frère...

Et ça c'était, dirais-je, la seule déclaration de satisfaction pour mon travail, qui au fond, avait servi à quelque chose mais qui n'avait pas abouti à son résultat.

- **Enrico Mattei et la Révolution Algérienne**  
*Ali Chérif Dérroua – Officier de l' ALN/MALG*

Il ne me vient jamais à l'esprit de dresser le portrait d'Enrico Mattei, et ce d'autant plus que beaucoup d'historiens et de journalistes l'ont fait de façon remarquable.

Permettez moi d'en citer deux exemples qui m'ont marqué jusqu'à ce jour. Le premier est la Une du Time Magazine le lendemain du tragique accident :

«Enrico Mattei est l'homme le plus puissant qu'ait connu l'Italie depuis César Auguste». Le second est le portrait dressé par l'un des plus grands journalistes italiens Giorgio Bocca Rédacteur en Chef du quotidien La Repubblica: « Qui est Enrico Mattei ? Un aventurier, un grand patriote, un homme imprévisible, indéfini, capable de charme chaleureux ou de grande fureur, généreux mais avec une mémoire d'éléphant pour les offenses subies, qui sait pénétrer et se faire admettre dans tous les milieux, capable d'utiliser l'argent mais pour se servir et sans en profiter lui-même. Tel est Enrico Mattei.» Après ces deux citations qui cadrent avec cette personnalité, permettez- moi de vous narrer les circonstances de la rencontre entre cette personnalité et les responsables de la Révolution Algérienne.

De retour de Pékin, une délégation algérienne composée de messieurs Benyoucef Benkhedda, Ministre des Affaires Sociales du Gouvernement Provisoire de la République Algérienne, Président de la délégation, Mahmoud Chérif, Ministre de l'Armement et du Ravitaillement Général et Saad Dahleb, Directeur de l'Information, se trouve bloquée à l'aéroport de Omsk où elle passe trois nuits à cause des conditions météorologiques. Dans le même avion se trouvait une délégation italienne qui revenait elle aussi de Chine. Ironie de l'histoire, c'est en pleine Sibérie, à Omsk capitale de la pétrochimie de l'Union Soviétique que la première rencontre entre Algériens et Italiens s'était déroulée.

Saad Dahleb fut le premier à prendre contact avec Mattei et à le présenter aux deux autres membres de la délégation algérienne le 17 Décembre 1958.

Durant les deux derniers jours de leur présence forcée à Omsk, Dahleb et Mattei ne se quittaient plus.

Il est vrai qu'ils étaient tous les deux de grands communicants plein de charme et d'entregent.

A leur retour au Caire où se trouvait encore le siège du Gouvernement Provisoire, la délégation fit son rapport et il a été décidé de désigner Abdelhafid Boussouf comme interlocuteur d'Enrico Mattei.

Quelques mois plus tard Mattei, Président Directeur Général de l'Eni, était venu en visite en Egypte pour voir le Président Abdel Nasser et en même temps visiter un chantier pétrolifère au Sinai attribué à cette société et la raffinerie de Suez où l'Eni avait des intérêts.

Durant son séjour au Caire il téléphona le 4 mars 1959, à son ami Dahleb pour lui faire part de sa présence en Egypte.

Le 5 mars 1959 nous fûmes reçus, Saad Dahleb et moi-même, par Enrico Mattei accompagné de messieurs Cesare Gavotti, Responsable du Département Etranger et Egidio Egidi, Conseiller, au Palais Abidine, ancienne résidence du Roi Farouk actuellement transformée en musée.

Inutile de vous dire l'accueil chaleureux réservé à Dahleb au point où ils se sont jetés l'un sur l'autre pour une accolade inoubliable.

Les discussions ont porté la plupart du temps sur leurs souvenirs et les misères encourues à Omsk.

Après les présentations, il informa Enrico Mattei que je devais préparer une rencontre entre sa délégation et Abdelhafid Boussouf, Ministre des Liaisons Générales et Communications après son retour du Sinai.

Le dimanche 8 mars la délégation italienne était reçue par Boussouf, dans une suite que nous avions réservée au Nil Hilton qui venait d'ouvrir depuis trois mois.

Au cours de cette réunion qui a duré deux heures Enrico Mattei a proposé ses services à la Révolution Algérienne et nous a dressé un tableau de l'évolution de sa compagnie avec les difficultés rencontrées de la part des «sept sœurs» désignant les compagnies qui monopolisaient le commerce du pétrole : Anglo Persian Oil Company, Gulf Oil, Royal Dutch Shell, Standard Oil of California, Standard Oil of New Jersey, Standard Oil of New York et Texaco ainsi que des pressions des gouvernement des Etats-Unis et de Grande Bretagne.

Ces compagnies et ces gouvernements n'appréciaient nullement l'Eni et surtout Mattei de s'introduire avec de nouvelles règles dans un marché qui était une chasse gardée anglo-saxonne.

Il nous raconta aussi comment il a pu faire pour pénétrer le marché iranien.

Après la tentative de coup d'Etat, en Août 1953, de Mohamed Mossadegh, Premier Ministre d'Iran, contre Mohamed Reza Palhavi, Shah d'Iran, celui-ci s'était enfui et s'était réfugié à Rome.

Durant les quelques semaines de son exil à Rome, Mattei, avec la complicité des autorités italiennes s'était lié d'amitié avec le Shah en exil et surtout avec sa femme Souraya. Il avait mis à leur disposition les moyens de l'Eni et sa propre personne.

Ayant été rétabli sur son trône par le Général Zahedi, le Shah d'Iran reçut Mattei quelques mois plus tard, et sur l'insistance de sa femme et aussi pour se venger des anglo-saxons qui ont essayé de sauver leurs intérêts en composant avec Mossadegh, il lui accorda

une concession d'exploitation d'un champ pétrolifère qui durant l'année 1958 produisait d'après Mattei 60.000 barils jour.

Devant notre étonnement et une demande d'explication de la part de Dahleb sur le terme baril, Egidio Egidi nous a expliqué que la production et la commercialisation du pétrole étaient calculées en barils et vendus en dollars et que 7 barils représentaient grosso modo une tonne.

Il nous avait aussi signalé les pays dans lesquels il avait des intérêts, Egypte, Libye, Maroc où il était associé dans une raffinerie.

Bénéficiant de l'appui de l'aile gauche de la Démocratie Chrétienne au pouvoir en Italie, Giovanni Gronchi, Président de la République, Amintore Fanfani, Chef du Gouvernement et Ministre des Affaires Etrangères et de journaux tels que Il Popolo, l'Avanti et l'Unità, il finança le colloque sur la paix en Méditerranée qui se tint du 3 au 6 octobre à Florence. Les deux personnalités citées ainsi que Mattei s'étaient forgées une amitié et une solidarité dans les maquis italiens en lutte contre le fascisme de Mussolini.

Ce colloque, organisé par Giorgio La Pira, député-maire de Florence vit la participation du Gouvernement Algérien avec un discours remarquable de Maître Ahmed Boumendjel, Conseiller auprès du Président Ferhat Abbas et ce malgré les interventions et les protestations de l'Ambassade de France à Rome, à la tête de laquelle se trouvait un certain Gaston Palewski, compagnon de la libération du général de Gaulle dont il a été Directeur de Cabinet de 1942 à 1946. Ce colloque a été aussi la cause du rappel de l'Ambassadeur d'Italie en France, Alberto Rossi Longhi.

Inutile de vous rappeler qu'à cette date le général de Gaulle était déjà revenu aux affaires. Au cours de cette rencontre Dahleb et Boussouf ont insisté sur la nécessité d'une rencontre entre Tayeb Boulahrouf qui sera dorénavant le contact permanent entre les deux parties.

Une nouvelle rencontre à laquelle j'ai assisté, entre Mattei accompagné de Egidio Egidi et Boussouf se tint le 17 février 1960 au Caire dans le restaurant Groppi Solimane Pacha. Au cours de cette rencontre les deux responsables ont discuté d'une éventuelle collaboration après l'indépendance et tout particulièrement de la création d'une Agence Internationale de Presse pour contrecarrer le monopole des Agences Reuters, Associated Press et l'Agence France Presse, Mattei finançant le projet et Boussouf mettant à sa disposition les opérateurs radio. Deux autres cadres du MALG étaient au courant de cette initiative, Abderahmane Laghouti et Abderahmane Béroane. Durant cette même rencontre Egidio Egidi me fit une confidence que j'avais notée dans mon rapport. Mattei s'adressant à Egidio Egidi lui fait la réflexion suivante: «Je comprends le trouble que vous ressentez,

vous jeune homme autour de cette table, mais à partir de maintenant c'est à vous de choisir les couverts».

A mon humble avis une réflexion qui mérite d'être retenue.....

Ils ont aussi discuté de la possibilité de s'entraider par l'échange d'informations sur l'exploitation des gisements de pétrole en Algérie.

Ce témoignage est une pierre dans l'édifice de la relation entre Mattei et l'Algérie. Il éclaire aussi le rôle éminemment positif de Mattei dans son engagement, son apport matériel, diplomatique et politique à la Révolution Algérienne.

Avant de conclure, j'aimerais souligner le respect dû à ce militant de l'indépendance algérienne, qui eut droit lors des premiers voyages en Italie, de son Excellence Monsieur Abdelaziz Bouteflika, Président de la République, d'éloges mérités.

L'Algérie décida de donner le nom d'Enrico Mattei au gazoduc qui relie l'Algérie à l'Italie et qui est devenu par la force des choses, le symbole des relations entre les deux pays.

A mon humble avis, le socle des relations entre les deux pays restera pour toujours la rencontre fortuite entre deux personnalités, hors du commun, messieurs Saad Dahleb et Enrico Mattei.

Avant de terminer ce témoignage, je me permets de solliciter des deux gouvernements, sans m'immiscer dans leurs affaires, d'œuvrer au jumelage des deux villes qui ont vu naître ces deux légendes à savoir les villes de Ksar Chellala et Acqualagna.

- **Témoignage**  
*Mohamed Khelladi – Ancien Directeur de la Documentation  
et Recherche du MALG/ALN*

Ma première rencontre avec Enrico Mattei eu lieu en décembre 58 au Caire grâce à un journaliste du New York Times, en marge d'une conférence extraordinaire et historique de pétroliers (dirigeants de filiales et de services liés à l'Iraq Petroleum Company, à l'Anglo-Iranian Oil Company et Compagnie Française des Pétroles, observateurs et experts venus de Houston, Caracas et Téhéran ...). Il s'agissait d'une toute première du genre à ma connaissance... Enrico Mattei recherchait un contact officiel avec le GPRA (Gouvernement Provisoire de la République Algérienne), récemment constitué. Ma rencontre avec lui fut suivie d'une réunion formelle à Tunis, moins d'un mois plus tard, avec le Ministre Boussof. Ce fut le début d'une coopération mutuellement fructueuse avec le MALG (Ministère de l'Armement et des Liaisons Générales). Cette coopération avec l'Eni est un chapitre précieux et largement inconnu de la mémoire historique de la Guerre Nationale de Libération ...

Enrico Mattei m'avait expliqué, dès le premier contact, qu'il avait choisi de traiter avec la Direction de la Révolution parce qu'il croyait en l'Algérie indépendante. En plus il savait de la richesse gigantesque en hydrocarbures de l'Algérie, comme de la Libye et voulait traiter de l'avenir de ce potentiel maintenant qu'il y avait le GPRA et que l'Italie avait besoin de s'assurer une source fiable d'approvisionnement énergétique à long terme.

L'Eni qu'il avait créé et dont il était le PDG, tenait cette connaissance du potentiel énergétique à partir des recherches, études et analyses de source américaine. Les Etats Unis avaient, pendant la deuxième guerre mondiale, effectué en Afrique du Nord de nombreuses explorations et prospections géophysiques et géologiques concluantes.

Les compagnies pétrolières anglo-saxonnes et la compagnie française des pétroles opérant en Irak et Iran fermaient toutes leurs portes à Enrico Mattei parce que l'Eni était une entreprise de puissance publique...de l'état italien. Ce qui l'avait amené à faire des déclarations pour «un nouvel ordre pétrolier» et de prôner des accords d'Etat à Etat dans lesquels la plus large part des revenus de l'exploitation pétrolière reviendrait aux états producteurs.

La Direction de la Révolution était au courant évidemment des premières découvertes pétrolières de la France dans le sud algérien ainsi que de ses expérimentations atomiques et chimiques menées dans cette même région. De Gaulle, qui venait d'effectuer sa «tournee des popotes» de son armée en Algérie, avait décidé la guerre à outrance pour la solution militaire du conflit et la «territorialisation autonome du Sahara» pour ses richesses au

travers de l'OCRS (Organisation Commune des Régions Sahariennes). Tout en y créant un monopole et une entreprise publique pétrolière française, il avait fait quelques offres de participation en direction des entreprises américaines pour s'assurer l'appui de Washington à ses projets sahariens.

La rencontre de Tunis entre Mattei et Boussouf nous a mis à disposition de l'exceptionnelle documentation générale puis il nous a donné l'accès aux études des experts réunis au sein de l'Eni. Boussouf avait promis à Mattei, répondant à une sollicitation de ce dernier, une intervention gracieuse auprès du Roi de Libye, l'autre pays de l'Afrique du Nord avec un potentiel énergétique considérable. Outrepassant certaines impositions des alliés (datant de la capitulation de l'Italie), le Roi Idriss devait ouvrir les portes de son pays à l'Eni. C'était la brèche dans un blocus de fait et le premier accès direct de l'Eni aux gisements libyens.

Enrico Mattei m'a organisé personnellement deux visites à ses bureaux de Milan pour compulsier la documentation et les études sur les estimations du potentiel énergétique de l'Algérie et les questions géostratégiques que cela représentait pour la France et pour les Accords de Rome.

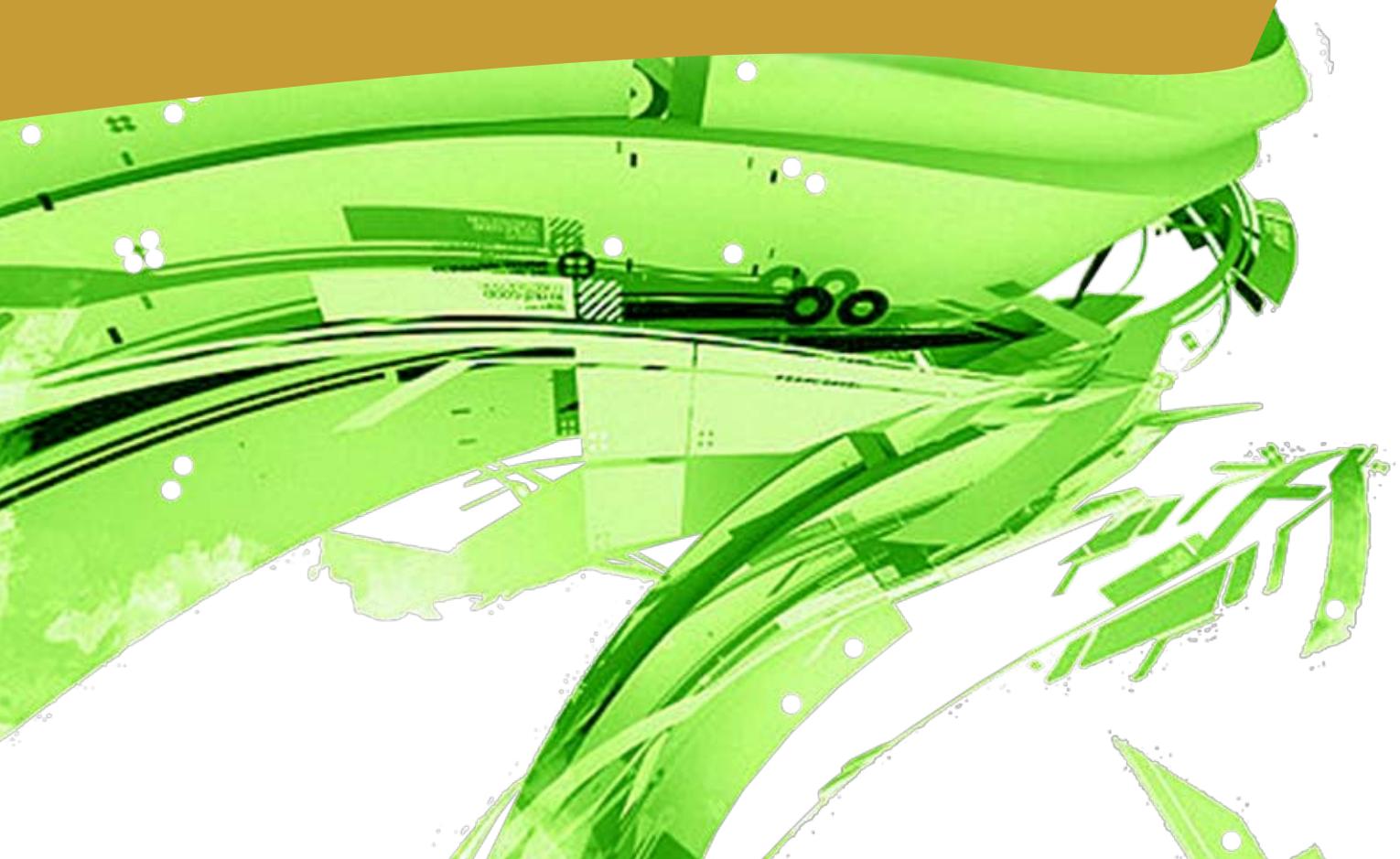
Deux autres de mes collaborateurs devaient par la suite se rendre pour de nouvelles consultations dans les bureaux de l'Eni de Rome. L'un d'eux, Réda Rahal qui aurait dû participer à ce colloque (il n'a pu le faire à cause de engagements précédents) m'a dit «qu'il rêvait depuis longtemps d'aller fleurir la tombe d'Enrico Mattei en mémoire de l'aide précieuse qu'il a apporté ainsi à l'Algérie combattante».

La vision et la personnalité exceptionnelles d'Enrico Mattei sont restées vivaces dans ma mémoire. Elles continuent à m'habiter et je m'en suis ouvert un jour à Monsieur l'Ambassadeur d'Italie Giampaolo Cantini.

Les consultations par le MALG des données et des analyses relatives à l'Algérie recueillies au sein de l'Eni furent bien précieuses pour documenter certaines prises de décisions du GPRA. L'OCRS, reprise en main par Guillaumat succédant à Max Lejeune, allait conduire De Gaulle à vainement essayer d'imposer au GPRA, lors d'une première phase de négociations, une Algérie indépendante amputée du Sahara...

Au delà du Livre Blanc préparé pour le GPRA par le MALG pour dénoncer au monde les menées de la France contre le devenir de l'Algérie, le dossier pétrolier formé par le MALG (à côté de ses autres dossiers militaire, politique et économique préparés) devait contribuer à imposer, lors de la seconde phase des négociations d'Evian, le principe de l'intégrité et de l'unité territoriale de l'Algérie.

# Les ressources du Sahara algérien dans les négociations d'Evian



- **Les Accords d'Evian**

*Abdelmadjid Chikhi- Directeur Général des Archives Nationales d'Algérie*

Tout d'abord je voudrais remercier Son Excellence l'Ambassadeur d'Italie ainsi que la Directrice de l'Institut Culturel Italien à Alger pour cette opportunité qui nous est offerte et qui nous permet de refaire connaissance avec cette grande personnalité, Enrico Mattei, celui qui fut un grand ami de l'Algérie et devant lequel je m'incline. Mais je ne peux, devant ce panel de personnalités qui ont reçu et préparé les négociations d'Evian, aborder ce sujet dans la conception qui a été arrêtée.

D'abord par discipline militante - un subalterne ne peut contredire ses chefs – ensuite, par ignorance, nous ne pouvions du fond de nos prisons, dans l'obscurité de nos cachots et abrutis par la torture, entrevoir ce qui se préparait comme dossier et imaginer les efforts fournis pour préparer les négociations avec la France.

Donc je me permets d'aborder le sujet sous un autre angle.

Une question m'a toujours préoccupé, celle de savoir ce qui pouvait se passer dans l'esprit des négociateurs, d'un côté comme de l'autre.

Que se passait-il dans l'esprit du regretté Krim Belkacem et dans celui du représentant français, au moment d'apposer leur signature? Dans quel état psychologique se trouvaient-ils tous les deux? L'un allait signer la fin d'un rêve qui avait duré 132 ans et l'autre allait faire reprendre espoir à tout un peuple, un espoir nommé «Indépendance». J'aimerais parler brièvement de la construction de la conscience algérienne. Elle est résumée dans les quatre discours prononcés à l'Assemblée Nationale Française par les quatre députés du MTLD (Mouvement pour le Triomphe des Libertés Démocratiques). à savoir Lamine Debaghine, Djamel Derdour, Messaoud Boukadoum et Mezghena. Ils s'étaient distribué les tâches pour présenter au peuple Français la réalité du problème algérien, sous tous ses aspects.

Quant à la conscience Française, comment était-elle présentée sur la table des négociations? Il y avait une conscience qui s'était forgée au fil du temps, et il y avait également un fait réel, un fait accompli, celui du «dossier des richesses du Sahara», tel qu'il avait été constitué en 1956.

L'Algérie passe de possession Française jusqu'à devenir partie intégrante du territoire Français, donc officiellement les lois françaises devaient s'appliquer sur l'Algérie, mais il n'en a rien été, puisque on a pris un autre détour légal qu'on a appelé le Code de l'Indigénat.

Un ensemble de textes répressifs et qui est en définitive plus dur que le code noir de l'esclavage, il faut le lire pour voir qu'elles étaient les restrictions apportées à tous les mouvements, toutes les transgressions à la vie publique, et j'en passe.

A partir de l'année 1900, l'Algérie va être dotée d'une autonomie financière d'abord, ensuite d'une autonomie civile, mais on prend la précaution de faire une séparation, entre le nord de l'Algérie et le sud.

Le nord de l'Algérie est touché par cette réforme, le sud reste un territoire militaire. Pour qu'un citoyen vienne de Ouargla vers le nord, il a besoin d'un passeport. Sur le plan de la vie commune les citoyens algériens sont sous l'autorité militaire.

C'est cette idée-là qui va conduire petit à petit à faire la scission entre le nord de l'Algérie qui devient «l'Algérie» et le sud qui devient «le Sahara.».

Intervient la réforme de 1956. On aménage le système administratif et peut être politique; pour le nord on supprime les communes mixtes et on essaye de faire un territoire civil où les lois civiles sont applicables, mais rien ne change pour le sud.

Mais on évolue, on s'achemine vers la création d'un ministère du Sahara.

On crée un petit organisme qui va s'appeler OCSR (Organisation Commune des Richesses du Sahara) pour tenter d'intéresser les pays riverains, en disant que le Sahara appartient à une région qui doit obligatoirement quitter le territoire de l'Algérie.

C'est alors que la France va se trouver face à un problème sérieux: quel est l'avis des populations, elle qui est toujours soucieuse de légalité même quand elle baigne dans l'illégalité, la colonisation n'étant en définitive qu'une négation du Droit ?

En 1956 le Général De Gaulle était en visite à Tamanrasset. Il rencontra «le Roi» des Touaregs et lui proposa de le nommer Roi du Sahara et de couper les ponts avec le nord.

Le touareg répondit «Demandez moi de divorcer d'avec ma femme mais pas de divorcer avec l'Algérie». La découverte du pétrole allait bouleverser quelques peu les données du problème algérien. En effet la région du Sahara prend le statut de «zone stratégique» qu'il n'est plus question d'abandonner même si pour le reste de l'Algérie, certains esprits évoluaient vers l'idée d'une indépendance conditionnelle comme le modèle marocain ou tunisien.

En 1956, le Chef du Gouvernement Français, Mr Guy Mollet, avait adressé une instruction à tous les Sous Préfets d'Algérie, (ce qui dans les annales administratives Françaises ne s'était jamais produit, un chef du gouvernement s'adresse soit à son Ministre soit à son

Gouverneur) leur demandant en prévision prochaine de l'indépendance de l'Algérie de transférer, sous le sceau du secret absolu, directement en France toutes les archives que vous jugez utiles. Cette instruction existe dans le dossier des notes et documents qui ont été publiés en 1960 ou 1961, où se trouve aussi un condensé du discours du Général De Gaulle et de ce qui s'était passé pour préparer justement les esprits.

C'est à dire qu'à partir de 1956, au moment où le pétrole a été découvert, il fallait voir un peu plus loin et élaborer toute une stratégie. Un travail législatif en profondeur fut mené et dont le résultat sera réalisé pratiquement en 1958, au moment de l'arrivée du Général De Gaulle, et ce, par la publication de 4 ordonnances, 10 décrets, 10 arrêtés. C'est ce qu'on appela à ce moment-là « le Code Pétrolier».

Et c'est ce code là qui sera présenté aux négociations d'Evian. C'est justement là que le regretté Enrico Mattei a été d'un apport très significatif, puisque les services du GPRA, particulièrement du MALG se sont afférés à préparer tout un ensemble de dossiers pour faire face à tout ce que pouvait apporter cette conscience française qui s'était construite.

Concernant un dernier point, le code pétrolier tel que rédigé en 1958 sera remis en cause une première fois timidement en 1965 mais il eut le coup de grâce en 1970 – 1972. A ce sujet j'ai écrit un livre qui s'appelle «Pétrole et Souveraineté Nationale» dans lequel je donne les détails sur ce code, comment il a été fait et comment les négociateurs algériens ne sont pas tombés dans le piège.

L'appel du 1<sup>er</sup> novembre 1954 au Peuple Algérien par le Front de Libération Nationale était clair: les biens honnêtement acquis seraient respectés. Mais entre nous, peut-on considérer comme acquisition honnête le lopin de terre de 20 mille hectares, situé entre Sétif et Constantine et qu'avait obtenu à un franc symbolique la Société Genevoise ou la Société Générale? Si on considère cela comme acquisition honnête, il ne faut donc pas s'attarder sur le sujet et discuter de choses très concrètes. En plus, le fait de remplacer l'Etat français posait un dilemme aux négociateurs algériens. Il est vrai que sur le plan de la forme, il fallait coûte que coûte obtenir cette indépendance, mais remplacer l'Etat français... Le code pétrolier a été fait dans un cadre français pour des sociétés françaises, donc le pouvoir dont était investie l'autorité publique était le pouvoir de puissance publique, vis-à-vis d'entrepreneurs de droit interne, le changement de souveraineté entraînait automatiquement un conflit.

L'Etat algérien ne pouvait pas considérer les sociétés françaises comme étant de droit algérien, c'est le point sur lequel l'Etat français voulait absolument amener les algériens à accepter la forme, mais dans le fond il n'était pas possible d'aller dans cette direction.

Il y a deux ans de cela, j'avais dit à Mr. Abdelhamid Mehri, ici présent, que je ne pensais pas que les négociateurs d'Evian avaient préparé une stratégie de négociations et qu'ils n'avaient discuté que des points que la partie française avait soulevés, et là, et je tiens à le remercier, il m'a donné un document intitulé «Stratégie pour la négociation». Le point fort de ce document c'est que les négociateurs algériens tout en ayant un ensemble de dossiers, comme l'a si bien dit Mr. le Ministre, et comme le diront les intervenants, ils avaient comme consignes de ne jamais aller dans les détails et que l'essentiel était d'arriver à l'indépendance. Et une fois notre souveraineté bien établie, nous ferons ce que nous voudrons, à ce moment-là nous pourrons rediscuter. C'est ce qui s'est produit effectivement. Chaque fois qu'un point de débat était posé, l'accord était donné c'est pour cela que, à partir de 1962, une fois l'indépendance acquise on nous a souvent brandi ce document «les Accords d'Evian» mais n'oublions pas que ces Accords rentrent dans la catégorie des traités non équilibrés. C'est un peu l'histoire de ce Ministre des Affaires Etrangères de son pays qui lors de la deuxième guerre mondiale s'est vu poser un pistolet sur la tempe en lui demandant d'accepter l'occupation de la Tchécoslovaquie. Pour nous, c'était le pistolet sur la tempe des négociateurs: «Acceptez ou il n'y aura pas d'indépendance!». De toute façon la délégation algérienne s'était bien préparée à tout cela. Et cette conscience justement qui s'est construite a pris terme au moment où le regretté Krim Belkacem a apposé sa signature, parce que là tout s'est écroulé, les espoirs d'un peuple étaient rétablis et toute la construction mythique car c'était un mythe la possession de l'Algérie. Cela nous ramène à la possession du Congo à savoir la possession personnelle du Roi des Belges. C'est à peu près cela «donc le fait du prince» qui permettait de faire ce qu'on voulait en Algérie et de nous accommoder à des situations nouvelles qui avaient été créées par la Révolution Algérienne et par le tissu très vaste de relations qui avaient été construites à ce moment là pour amener l'opinion internationale et l'opinion française à basculer et accepter le fait de l'indépendance de l'Algérie.

C'est à des Hommes comme Enrico Mattei que nous devons une «révolution» dans l'approche des problèmes nés de la colonisation et le lourd héritage que les Peuples doivent gérer pendant longtemps. Ce sont des Hommes comme Enrico Mattei qui ont imprimé au mouvement d'émancipation des peuples une dynamique qui peut être considérée comme un véritable cataclysme qui balaya toutes les idées profondément ancrées qui ont pour nom «racisme», «égocentrisme », en un mot «idéologie coloniale».

- **Les Ressources sahariennes aux négociations d'Evian**  
*Redha Malek, Ancien Chef du Gouvernement, Porte-parole de la délégation algérienne aux négociations d'Evian.*

La mort prématurée d'Enrico Mattei ne lui a pas permis d'exaucer son vœu formulé en 1959 de ne se rendre en Algérie qu'après le retour à la paix et dans un pays indépendant. Le 21 janvier 1959, en effet, la Compagnie Française des Pétroles (CFP) qui venait de signer un accord avec la Standard Oil of New-Jersey l'intéressant au pétrole Saharien, contacta, de même l'Eni qui refusa de s'introduire en Algérie, préférant attendre la paix.

Le fondateur de l'Eni ne s'était pas trompé puisque quelques jours après la tentative de la CFP, le 24 janvier 1959, un train citerne chargé de centaines de milliers de litres de pétrole de Hassi Messaoud saute sur une mine et flambe pendant trois jours au sud de Constantine.

La politique d'Enrico Mattei vis-à-vis des pays producteurs ambitionnait de rendre justice à ces derniers en fixant les redevances -royalties- à un niveau plus équitable, jusqu'à 75 % des bénéfices au lieu du fifty-fifty en usage chez le Cartel à qui le Code pétrolier français emboîtait le pas en s'en tenant au fifty-fifty.

L'attitude de Mattei qui, dès la fondation de l'Eni commença à appliquer avec succès ses méthodes en Arabie Saoudite, en Iran en mars 1957, et plus proche de nous au Maroc -contrat de recherche dans le sud de ce pays- suscite chez les producteurs, généralement du tiers monde de grandes espérances en desserrant l'étau de Cartel. Rappelons que les redevances qui étaient de 10% vers 1930 passèrent progressivement à 30% puis à 50% en 1945.

Mais ce qui est remarquable pour nous autres Algériens c'est la vision claire et audacieuse de Mattei face à la guerre d'Algérie. Vision dont l'impact conforta l'opinion anti-colonialiste italienne et pesa certainement sur le gouvernement de Rome. Saad Dahleb, ancien membre du Comité de Coordination et d'Exécution du FLN (CCE), rencontra en décembre 1959 le fondateur de l'Eni à Omsk en Sibérie, où tous deux, de retour de Pékin, durent séjourner trois jours en raison du mauvais temps.

Saad Dahleb garda de cette rencontre une impression inoubliable. Tayeb Boulahrouf représentant du GPRA, fin 1958, fut contacté par Mattei lui-même qui lui exprima sa disponibilité. C'est par son entremise qu'il fut reçu par le Président de la République Italienne Giovanni Gronchi à la veille de la visite du Président De Gaulle à Rome. A côté de Mattei, il faudrait citer, parmi les amis de la cause algérienne, Georgio La Pira, maire de Florence, Lelio Basso, Pietro Nenni, Palmiro Togliatti, Enrico Berlinguer...

En 1959 une série d'attentats furent initiés par la Main Rouge contre les représentants du GPRA à Bonn où Ait Ahcen fut blessé au cou, et à Rome où Boulahrouf vit sa 403 exploser au bas de l'immeuble où il habitait. Le Ministre de l'Intérieur, Tambroni, qui le reçut lui offrait un 7,65 Beretta et un permis de port d'armes.

Le 16 Septembre 1959, De Gaulle proclama le recours à l'auto-détermination. Mais si le principe marquait un tournant décisif dans la politique française, il ne restait pas moins que ce principe était assorti de conditions inacceptables. Il excluait notamment le Sahara du référendum prévu à cet effet. Le problème de l'intégrité territoriale va devenir l'un des obstacles majeurs à la négociation, à l'instar du préalable du cessez-le-feu et des garanties à la minorité européenne.

Un rappel de quelques points de repère montrera qu'à Evian, le problème des ressources sahariennes se posait d'abord et avant tout en termes d'intégrité territoriale et de souveraineté :

- Rencontre secrète de Lucerne en février 1961. C'est le premier contact sérieux avec le gouvernement français représenté par Georges Pompidou fondé de pouvoir de la banque Rothschild et futur Président de la République Française. Celui-ci déclare: «nous n'avons pas peur de l'indépendance». A la question: «et le Sahara?» il répondit: «Vous voulez un cadeau ?».
- Rencontre secrète de Neuchâtel en mars 1961. La partie française propose que la question du Sahara soit discutée après l'indépendance de «l'Algérie du Maghreb».
- Conférence publique d'Evian du 20 mai au 13 juin 1961: désaccord sur toute la ligne. Les négociateurs français déclarent que le Sahara est une «question en soi» et que de toutes les façons elle intéresse également les voisins de l'Algérie.

- Conférence publique de Lugin en juillet 1961 : le GPRA fait du Sahara un préalable à la poursuite des discussions et face au refus français, suspension sine die des négociations à l'initiative de l'Algérie.
- 5 septembre 1961 : ouvertures du Général de Gaulle : « En ce qui concerne la souveraineté sur le Sahara, il ne saurait y avoir d'ambiguïté, dès lors que nous tomberions d'accord sur une politique générale de coopération »
- Rencontres secrètes de Baie en octobre et en novembre 1961: confirmation de l'ouverture du Général de Gaulle sur le Sahara.
- Conférence secrète les Rousses en février 1962 :
  - Accord sur le Sahara: la souveraineté algérienne est reconnue avec pour contre partie le respect des droits acquis et notamment du Code pétrolier:
  - Reconnaissance de 700.000 km<sup>2</sup> pour la recherche française - Création d'un Organisme saharien algéro-français en remplacement de l'OCRS (Organisation Commune des Régions Sahariennes):
  - Maintien de l'Algérie dans la «Zone Franc» et échanges en Francs:
  - Rétablissement de l'Algérie dans la SNREPAL: 50% des actions au lieu de 40%.

Au lendemain de l'Indépendance, de nouvelles négociations sur la coopération en matière d'hydrocarbures avec la France aboutissent au traité franco-algérien de juillet 1965 considéré comme une «première» dans ce domaine. L'Algérie acquiert le droit au transport, à la recherche, au forage, et à la commercialisation des ressources de son sous-sol saharien.

L'Algérie quitte la «Zone Franc» et en ce qui concerne les redevances, il a été décidé d'un changement d'assiette de la fiscalité par fixation d'un commun accord du prix de revient.

En février 1971, l'Algérie nationalise son pétrole et son gaz.

La coopération avec l'Eni s'affirme notamment dans la construction du gazoduc baptisé «Enrico Mattei» et qui fut inauguré en août 1983 par les Présidents Chadli, Bourguiba et Pertini:

Capacité de 30,5 Milliards de m<sup>3</sup>/an

Longueur de 3 200 km : Hassi R'mel - Milan

625 m de profondeur. 150 km sous-marins

Premier gazoduc sous-marin transcontinental dans le monde, illustrant la performance technologique italienne.

*Colloque «Enrico Mattei et l'Algérie». Salle de  
Conférence, Hôtel El Aurassi, 7-12-2010, Alger*



# L'héritage de la vision de Mattei

69

**ENRICO MATTEI ET L'ALGERIE**  
pendant la Guerre de Libération Nationale

- **Un portrait de Enrico Mattei: l'homme, le manager, l'entrepreneur**

*Lucia Nardi, Responsable Initiatives Culturelles Eni – Rome*

Chercher à reconstruire la vie et le personnage d' Enrico Mattei dans le temps à ma disposition, n'est pas facile. On a beaucoup écrit, en Italie et à l'étranger, sur cet entrepreneur d'Etat qui, en l'espace de quelques années, a marqué à jamais la politique énergétique italienne et a contribué de façon importante à faire redémarrer le pays après les destructions de la deuxième guerre mondiale. On peut coller beaucoup d'étiquettes à Mattei, et parler de lui comme chef de la résistance, homme politique, entrepreneur. Pour chacun de ces thèmes, distincts mais étroitement liés, nous pourrions faire de longs approfondissements qui nous permettraient de comprendre qu' Enrico Mattei était un homme qui savait imaginer le futur, qui avait une vision clairvoyante de beaucoup de choses (de l'énergie au marketing, de la publicité à la culture) et qui, avant tout, avait un objectif: apporter de l'énergie à l'Italie et la rendre indépendante des autres nations.

Chaque trait d' Enrico Mattei est fascinant, nous le verrons bien dans le très beau film de Francesco Rosi, qui présente plusieurs aspects de la personnalité de Mattei. Pour ma part, je voudrais dessiner quelques traits significatifs de l'homme, du manager et de l'entrepreneur, et vous offrir en quelques "coups de pinceau" un portrait aux traits essentiels.

Je dois vous avouer que la possibilité d'étudier cet homme avec la documentation interne conservée par l'entreprise, me permet d'avoir un observatoire privilégié et très détaillé. Cette documentation, mais aussi de nombreuses interviews que nous avons recueillies ces dernières années en interviewant des figures-clés de l'Eni de Mattei, offrent beaucoup d'éléments qui aident à mettre en lumière la personnalité du Président.

***L'homme: maquisard, politicien, self-made man***

Mattei naît le 29 avril 1906 à Acqualagna (province de Pesaro) dans une famille modeste. Son père est un sous-officier de la gendarmerie, un métier qui donnait certainement peu de gratifications économiques mais qui permet à la famille d'aller vivre à Matelica, une commune plus grande, quand Enrico est encore un enfant. Etant donné sa faible propension aux études – son rendement scolaire est vraiment très mauvais – Mattei commence très tôt à travailler, d'abord comme vernisseur dans une usine de lits, ensuite, depuis 1923, comme apprenti dans la tannerie Fiore, où il fait rapidement carrière: ouvrier, aide chimiste et, en 1929, lorsqu'il n'a que vingt-trois ans, directeur du laboratoire. Il se distingue tout de suite par ses excellentes capacités d'organisation, son esprit d'initiative, son attitude jamais arrogante à l'égard des personnes avec qui il travaille.

Parti pour Milan au lendemain de la grave crise économique du début des années trente, il

décide d'investir ses maigres économies dans une entreprise chimique, qui, en peu de temps, lui permet d'entrer dans les cercles qui comptent à Milan. Pendant cette période, il connaît le professeur de statistiques Marcello Boldrini, originaire de Matelica comme lui, qui l'introduit dans les groupes les plus influents du parti de la Démocratie Chrétienne et le fait grandir politiquement. Au lendemain de la chute de Mussolini, Mattei n'a aucun doute sur la partie politique à soutenir. Un des chefs de la résistance après le 8 septembre 1943<sup>1</sup>, à qui on confie l'une des tâches les plus délicates et moins convoitées, celle de la trésorerie de la résistance. Une tâche que Mattei accomplit de façon impeccable, si bien qu'il peut démontrer, à la fin de la guerre et face à des accusations de détournement frauduleux, la parfaite régularité de la caisse. Mieux, l'analyse de la documentation fait ressortir, en plus de la régularité de l'action administrative, la capacité de Mattei de trouver des bailleurs de fonds et des bienfaiteurs.

Celle-ci est l'une des raisons pour lesquelles Mattei, en 1945, tout de suite après la Libération, défile à Milan à côté des chefs les plus importants de la résistance: Longo, Parri, Argenton et Cadorna. Mattei s'attend à un poste de ministre et se montre plutôt surpris lorsque Merzagora, le Président de la Commission Centrale Economique du CLNAI<sup>2</sup>, le nomme Commissaire Extraordinaire d'Agip<sup>3</sup> avec la tâche de la liquider définitivement. Cette entreprise, née en 1926, n'a jamais eu de chance. Les nombreuses recherches effectuées en Afrique ainsi qu'en Roumanie et en Irak, n'ont jamais donné les résultats espérés. Agip est une entreprise fortement endettée et apparemment sans aucun espoir. L'idée des gouvernements Parri et De Gasperi, de la vendre au plus offrant, ne paraît donc pas sans fondement. A cette idée de liquidation, s'ajoute la pression des Américains, qui insistent pour acquérir les concessions et les équipements de cette entreprise d'Etat.

Mattei accepte sans enthousiasme la tâche qui lui est confiée, mais, suivant ses habitudes, il se met à étudier en détail ce qu'il devra vendre au plus offrant.

En discutant avec les experts miniers d'Agip, qui lui révèlent les découvertes dans la campagne près de Piacenza, Mattei élabore rapidement une nouvelle idée à soumettre au Gouvernement. Pas de liquidation, au contraire, des investissements pour comprendre au moins ce que recèle la Plaine Padane.

Il s'engage à créer, dans les bureaux et sur les chantiers, un sentiment de reconquête,

<sup>1</sup>Le 8 septembre 1943, le maréchal Pietro Badoglio, chef du gouvernement italien, annonce l'armistice avec les Anglo-américains. Le lendemain, Badoglio, le roi d'Italie Vittorio Emanuele III ainsi que des membres du gouvernement, de la famille royale et de la haute hiérarchie militaire, abandonnent Rome en laissant la capitale, l'armée et le pays à la merci des Allemands [N.d.T.]

<sup>2</sup>Comité de libération nationale Italie du Nord.

<sup>3</sup>Azienda Generale Italiana Petroli – Entreprise générale italienne de pétrole [N.d.T.]

d'espoir, de fierté d'entreprise: c'est un trait distinctif de son action d'entrepreneur, qui caractérisera fortement toute la période de sa présidence. Celui qui travaille avec Mattei, travaille à un projet et en partage les objectifs et les stratégies.

Sous sa responsabilité, Mattei réussit donc à stopper la liquidation d'Agip et, en 1946, ordonne de reprendre les forages à Caviaga, où l'on trouvera un grand gisement de gaz naturel. Cette découverte suit celle de janvier 1949, à Cortemaggiore, où l'on trouve du pétrole, bien qu'en quantités minimales.

L'homme qui apparaît de ce premier "coup de pinceau", est un homme capable d'aller au coeur des choses, avec compétence et décision. Un homme qui n'a pas peur du risque et qui, surtout, fait siens les intérêts de l'Etat et les fait adopter par son personnel. En 1950, les entreprises du Nord détruites par la deuxième guerre mondiale, fonctionnent toutes de nouveau: Fiat, Dalmine, Ansaldo, et elles ont redémarré grâce au méthane que Snam a amené au nord à partir des gisements de Caviaga et Cortemaggiore, à travers un réseau de conduites réalisé en un temps record.

***Le manager: communication, prestations sociales d'entreprise, attention pour le client***

La découverte de Cortemaggiore suffit aux journaux pour sortir avec le titre "l'Italie a trouvé le Texas chez elle", et Mattei est très habile à surfer sur la vague de l'enthousiasme: il fait croire à tout le monde que le pétrole est la clé de voûte, alors qu'en réalité, c'est le méthane qui change le visage de l'Italie. Le méthane est une source d'énergie presque inconnue en Europe, et son prix est par ailleurs très bas. Cette combinaison de "communication et action" est, peut-être, l'une des premières grandes intuitions de Mattei, à commencer par la marque. Voilà pourquoi en 1952, un an avant la naissance de l'Eni, il est lancé un concours de 10 millions de liras pour le choix de la marque d'entreprise. Parmi environ 4000 propositions, on choisit le chien à six pattes du sculpteur Luigi Brogгинi, qui est en réalité le gagnant de la section consacrée aux affiches routières de l'essence "Supercortemaggiore". C'est Mattei qui décide par la suite de choisir le chien à six pattes comme marque d'entreprise, en en faisant une icône de succès, un symbole, un signe identitaire. Aujourd'hui, comprendre l'importance d'une marque pour vendre un produit, peut paraître banal et presque évident. Mais en 1952, c'est un fait d'une grande modernité, une intuition brillante et décidément originale.

Le premier Président de l'Eni s'y distingue aussi, dès le début, par sa manière absolument révolutionnaire de concevoir l'entreprise, qui mise décidément sur les jeunes: le personnel du premier Président de l'Eni est composé de futurs talents du journalisme, de l'économie, de la politique et de la culture. Je pense à Mario Pirani, journaliste de poids du quotidien italien le plus vendu, Giorgio Ruffolo, Ministre de l'Environnement, Paolo Leon, économiste

de prestige, Sabino Cassese, l'un des plus grands juristes italiens, ainsi qu'au réalisateur Bernardo Bertolucci et aux écrivains Leonardo Sciascia et Alberto Moravia, tous des collaborateurs de l'Eni de Mattei.

Une autre innovation pour l'époque est la promotion de l'idée de prestations sociales d'entreprise. Pour Mattei, l'employé doit se sentir "chez lui": c'est à cette fin que naissent les complexes résidentiels de Metanopoli, les cantines d'entreprise, les villages de vacances en montagne de Borca di Cadore, et les centres de vacances en bord de mer de Cesenatico. Tous ces services, que même d'autres entreprises comme Fiat et Olivetti offrent à leurs employés, se caractérisent par l'"empreinte de Mattei": dans ces structures de vacances, tous les employés sont égaux, c'est-à-dire que pendant le temps libre toute hiérarchie est abolie au nom d'une idée de démocratisation si présente dans toute l'action d'Enrico Mattei. C'est le même thème que j'ai déjà évoqué ci-dessus. L'entreprise est composée d'employés que Mattei appelle, dans ses discours publics, "la grande famille de l'Eni". Ce qui ressort est une attitude, pour ainsi dire, paternaliste – plutôt commune aux principales entreprises italiennes de l'époque – mais aussi l'idée d'un groupe avec des objectifs et des idéaux en commun. Dans l'équipe d'Enrico Mattei, se côtoient des personnes ayant différentes orientations politiques, mais avec l'idée partagée de faire partie d'un projet pour la renaissance de la nation. Attention pour l'employé, donc, mais pas seulement.

Un autre thème qui en dit long sur la capacité d'innovation de Mattei, est celui de l'attention pour le client ("customer care"), évident dans la création d'un réseau national de stations-service, qui s'élargira par la suite à d'autres pays où Eni a des activités commerciales. L'objectif est celui de combiner la faim de modernité du Pays, qui s'apprête à vivre, dans la foulée des années du boom économique, une phase de motorisation de masse, avec un service de première qualité. Mattei comprend, le premier en Europe, que la station-service ne doit pas être seulement un lieu pour se ravitailler en essence, mais aussi une sorte de "melting pot" où s'arrêter et partager. À côté des stations, surgissent des motels et des restaurants, pour lesquels l'on choisit les meilleurs cuisiniers nationaux. Un modèle, celui de Mattei, qui est exporté à l'étranger. Ce qui frappe, dans cette stratégie, c'est le fort investissement en communication fait pour les gérants des stations-service. On prépare pour eux des bandes dessinées, un guide du parfait gérant et même un dessin animé (n'oublions pas que nous sommes au début des années cinquante), tous conçus pour pousser le gérant à donner un service de très haute qualité qui puisse le distinguer de toutes les autres compagnies et créer la "fidélisation" du client. Pendant ces années-là, on distribue des gadgets de toute sorte: des moins sérieux (chien à

six pattes en tissu, yo-yo avec l'inscription Agip, porte-clefs), à ceux plus utiles (cartes de l'Italie avec l'indication des stations-service Agip, petits dictionnaires "de survie" en différentes langues, livres). Le tout rigoureusement passé au crible par Enrico Mattei, qui propose, contrôle, approuve. D'ailleurs, gagner une part de marché en l'enlevant aux compagnies pétrolières américaines et anglo-hollandaises, aguerries et expertes, ce n'est pas une mince affaire, et Mattei, qui est un homme pratique et capable de stratégies, met en jeu tout ce qu'il peut. Y compris une essence très riche en octane, qui se positionne sur le marché comme le meilleur produit disponible.

### *L'entrepreneur: la formule Mattei et le contrat avec l'URSS*

Les temps sont mûrs pour donner vie à un sujet économique en mesure d'unifier Agip, Snam (qui s'occupe de la vente et du transport de gaz naturel) et Anic (qui s'occupe de pétrochimie). Après une longue bataille combattue par Mattei et une bonne partie du Parlement, on arrive ainsi, en février 1953, à la naissance de l'Eni, une société d'Etat à laquelle est attribuée l'exclusivité de la recherche et de la production d'hydrocarbures dans la Plaine Padane. Durant cette année, les attaques de la presse sont impressionnantes. Ils sont nombreux à faire la guerre à Mattei, des Américains – par la voix de leur Ambassadrice à Rome – à l'une des voix les plus influentes au sein de la Démocratie Chrétienne, l'abbé Sturzo, qui plaide l'incompatibilité entre l'Etat et l'entreprise privée. Le fondateur de l'Eni est toutefois habile à construire un réseau de soutiens politiques: du Ministre des Finances Vanoni au Président du Conseil De Gasperi. Même les communistes sont du côté de Mattei: sur la base du modèle soviétique, ils sont les premiers partisans de l'engagement de l'Etat dans l'industrie. Conscient que, pour atteindre l'indépendance énergétique, il fallait dépasser les frontières nationales, en 1954 Mattei établit, avec l'Egypte de Nasser, un accord qui rompt avec les schémas contractuels utilisés jusqu'alors. Un avenant prévoyait l'implication active du pays producteur, qui n'était donc plus un locataire passif, mais un associé actif de l'entreprise pétrolière. Cependant, au-delà de la distribution des bénéfices, beaucoup plus favorable au pays producteur par rapport au passé, la nouveauté véritablement bouleversante est qu'Enrico Mattei négocie avec le pays producteur: le risque d'entreprise est partagé. On apprend au pays producteur à bâtir l'industrie pétrolière, une grande opportunité de développement. Ce type particulier d'accord – que les historiens ont appelé formule Mattei – est proposé de nouveau en Iran en 1957 et en Libye en 1958. Les hommes de l'Eni envoyés à l'étranger démontrent dès le début qu'ils ont compris la philosophie de leur Président: ils établissent un rapport paritaire et amical avec les pays producteurs, sont prêts à accepter des défis parfois impossibles (c'est le

cas pour la recherche pétrolière dans les Monts Zagros, en Iran, à plus de 2000 mètres d'altitude) et travaillent côte à côte avec les ouvriers et les techniciens locaux. Parmi les documents des archives historiques, nous avons trouvé les contrats que l'Eni propose à son personnel qui décide d'aller travailler à l'étranger. Ces contrats prévoient, mieux, ils encouragent, la possibilité de s'installer avec la famille, un indicateur évident de l'idée de construire des relations avec le pays producteur dans une perspective de collaboration. Celle de l'Eni est une façon différente d'agir: en pauvres – comme Mattei aime dire – et non pas en colonisateurs. Devant cette nouvelle politique, les grandes compagnies pétrolières (appelées par Mattei, par plaisanterie, les "Sept Sœurs") cherchent par tous les moyens de faire obstacle à l'entrée de l'Eni au Moyen Orient et en Afrique du Nord: de ce point de vue, le cas de l'accord désormais conclu avec la Libye en 1957 et que les Américains, à la dernière minute, soustraient à l'Eni, est révélateur.

Mattei ne trouve d'autre solution que de se tourner vers Moscou. En 1960, il signe un accord de long terme avec l'Union Soviétique pour l'importation annuelle de millions de tonnes de brut à un prix très concurrentiel, en échange de caoutchouc synthétique et systèmes de contrôle pour les gazoducs, une technologie indispensable pour les Soviétiques. Son accord avec l'Urss déclenche, toutefois, des polémiques et des luttes terribles. Mattei est accusé d'être un ennemi du cartel, de lui soustraire une part intéressante du marché italien et d'indiquer de nouvelles perspectives aux pays consommateurs. Au-delà du tapage pour la valeur commerciale de l'accord, la désapprobation américaine est due à la valeur politique qu'il impliquait. L'Ambassadeur américain accuse le Gouvernement italien à cause du rapprochement de Mattei des pays communistes, en affirmant qu'il fallait au moins éviter que Mattei se rende personnellement en Russie. Le Chef du Gouvernement, Fanfani, se justifie en disant qu'il s'agissait d'une initiative de l'Eni donc d'une entreprise et non pas du Gouvernement. Mattei, comme d'habitude, n'avait donné que quelques vagues informations sur son voyage. Il en ressort, encore une fois, le projet de Mattei de poursuivre l'indépendance énergétique de l'Italie, à tout prix. Même au prix d'emprunter un autre chemin que celui tracé par son Gouvernement. Ce que je vous ai raconté n'est d'ailleurs qu'une petite partie de ce qu'Enrico Mattei a été capable de construire en termes de rapports et liens avec les autres pays. Les archives historiques de l'Eni conservent presque 2.000 dossiers sur les rapports avec l'étranger: des accords conclus, mais aussi des projets cultivés mais pas réalisés. Parfois alignés sur l'action gouvernementale, parfois complètement dégagés de celle-ci, mais toujours pour apporter de l'énergie à l'Italie à un prix concurrentiel.

***Derniers coups de pinceau....***

Le 8 janvier 1962, avant de décoller pour le Maroc avec le Président de l'Eni le pilote de l'avion découvre, lors d'un contrôle, un tournevis fixé avec du scotch aux tuyaux internes en tôle, qui, avec la chaleur du moteur allumé, serait tombé dans le moteur et aurait pu le bloquer. Mattei commence à craindre pour son intégrité physique, ses ennemis sont nombreux, au niveau aussi bien national qu'international. Vous savez bien que le mystère de la mort de Mattei n'a jamais été résolu. Et les archives de l'Eni ne peuvent rien ajouter à ce qui a déjà été écrit en grande quantité.

Assurément, on ne peut que constater qu'en 1962, l'Eni est une entreprise intégrée au sein de laquelle la recherche, le transport et la vente d'énergie sont les différentes âmes d'une seule entité. A sa mort, Mattei laisse une entreprise avec un chiffre d'affaires sans doute peu significatif si on le compare à celui des autres grands acteurs internationaux de l'énergie. Mais il laisse aussi une entreprise qui a fait entendre sa voix sur la scène internationale. Qui a créé une nouvelle façon de négocier avec les pays producteurs. Qui s'est distinguée par sa manière différente, l'Eni's way, de collaborer avec ses partenaires partout dans le monde.

C'est surtout cela l'héritage d'Enrico Mattei, un homme qui n'a pas eu peur de prendre des risques pour poursuivre ses objectifs. Et qui a fait d'une nécessité de son pays, son but personnel.



*De gauche à droite, Alfonso Di Riso, Premier Conseiller Ambassade d'Italie, Youcef Benagoudjil, G. Cantini, Ambassadeur d'Italie. Foyer Salle El Mouggar, Alger. Projection du film «L'affaire Mattei», 7-12-2010.*



*Mohamed Khelladi, Ambassadeur, Ancien DDR du MALG-ALN*



*Conférence, 7 décembre 2010, de gauche à droite Jafar Skenazen, Ali Chérif Dérroua, Maria Battaglia, Mohamed Khelladi, Abdelhamid Mehri. Salle de Commission, Hôtel El Aurassi, Alger.*



*Exposition «L'Italie et l'Algérie» par les Archives Nationales d'Algérie-Hôtel El Aurassi.*

Remerciements à tous ceux qui ont permis la réalisation du colloque.

Ce livre a été élaboré grâce au soutien de



Copyright © 2011 Ambassade d'Italie – Institut Culturel  
Italien en Algérie  
Publié et distribué par Ambassade d'Italie – Institut Culturel  
Italien en Algérie  
Organisation et Coordination: Maria Battaglia  
Conception: Rubicube  
Traduction Française: Maria Assunta Mini  
Traduction Italienne: Maria Assunta Mini / Maria Battaglia  
Images internes Enrico Mattei: Archives Historiques Eni - Rome